



JEUDI 1 AVRIL 2021

PÉTROLE : nous entrons MAINTENANT dans une nouvelle ère de pauvreté extrême puisque c'est le déclin irréversible, et de plus en plus officielle (AIE, BP, SHELL, etc.), de production du pétrole.

- ▶ **La fin du plastique et des micropuces bon marché** . (Antonio Turiel) p.1
- ▶ **Les programmes de vaccination européens sont à peu près aussi efficaces que les mesures de confinement** . (Ryan McMaken) p.7
- ▶ **Une nouvelle étude montre - encore une fois - que les mesures de confinement ne fonctionnent pas** . (Ryan McMaken) p.9
- ▶ ~~Les combustibles fossiles sont beaucoup plus chers qu'on ne le pensait, selon une étude~~ . (Nafeez Ahmed) p.13
- ▶ Avant le Texas, les autorités fédérales ont mis en garde contre les pannes d'électricité " catastrophiques " dues aux défaillances des combustibles fossiles - mais n'ont rien fait . (Nafeez Ahmed) p.16
- ▶ **Vers l'interdiction rapide de posséder une voiture essence ou diesel** . (Charles Sannat) p.20
- ▶ **La conquête de Mars, une utopie dévastatrice** . (Biosphere) p.25
- ▶ **Le vélo est dix fois plus efficace que la voiture électrique pour atteindre la ville zéro carbone** . p.25
- ▶ **GAME OVER...** . (Patrick Reymond) p.27

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

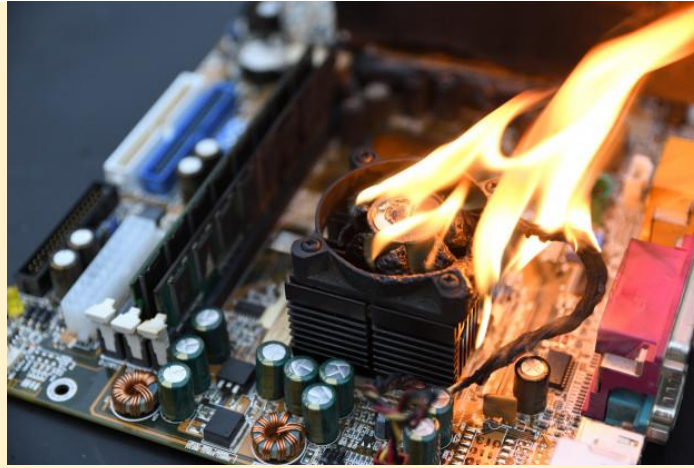
- ▶ Crise économique ! 1.6 million de jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation . (C. Sannat) p.29
- ▶ Jerome Powell & Christine Lagarde: « **Tout le système fuit telle une passoire et nous luttons pour le maintenir à flot !** » . p.30
- ▶ « Ces communes de France en quasi-faillite ! » . (C. Sannat) p.31
- ▶ Contrôle de la courbe de rendement : Bulles et stagnation . (Daniel Lacalle) p.35
- ▶ La croissance de la masse monétaire en février a atteint un nouveau sommet historique . (Ryan McMaken) p.37
- ▶ Comment la bulle est devenue universelle . (Daniel Lacalle) p.40
- ▶ Bourse : le krach viendra-t-il des impôts ? . (Bruno Bertez) p.42
- ▶ Quand la société recule . (Bill Bonner) p.44

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

La fin du plastique et des micropuces bon marché

Antonio Turiel Mercredi 31 mars 2021



Chers lecteurs :

La crise du CoVid-19 qui a éclaté au cours de l'année 2020 a constitué un changement radical dans notre société ; il s'agit, à bien des égards, d'un événement marquant, ou plutôt de la fin d'une époque et du début d'une nouvelle. Outre le grave problème sanitaire qu'elle pose, la pandémie a accéléré des processus qui étaient déjà en cours et a élargi des fissures qui s'étaient déjà ouvertes ; mais elle est bien plus que cela. Ces processus évoluent désormais à une vitesse telle qu'il n'y a pas de retour en arrière possible, pas de point de retour. Une spirale de changements énormes et profonds a commencé, qui va démolir les fondements de la société industrielle actuelle de manière si complète que ce qui pourra être créé par la suite devra être radicalement différent. Et l'aspect le plus inquiétant de tout cela est la profonde indolence et presque la complaisance de la société dans son ensemble, ignorant la destruction rapide de ses fondements.

Alors que nous vivons dans l'inconscience, un profond changement de marché est en train de se produire dans les domaines fondamentaux qui façonnent le monde moderne. Dans le billet d'aujourd'hui, je vais parler de deux d'entre elles : les plastiques et les microprocesseurs.

La fin du plastique et des microprocesseurs bon marché est un sujet extraordinairement complexe, avec de nombreuses facettes qu'il est difficile de couvrir entièrement. Ce billet ne constitue donc qu'une première et très brève introduction au sujet. Rien qu'au sujet des puces et de l'électronique moderne, Felix Moreno a écrit très longuement dans son blog, en plus d'avoir déjà publié plusieurs livres ; et le maître Beamsplitter nous offrira depuis ces pages au cours des prochaines semaines sa vision sur le même (et très complexe) sujet.

Commençons par le plastique.

Au début de l'année, la nouvelle est tombée que, en raison des intempéries survenues en février dans l'État du Texas, le prix des matières plastiques avait explosé en raison de la pénurie mondiale qu'elles avaient provoquée. Un mois plus tard, les prix sont toujours élevés - les problèmes au Texas ont-ils vraiment frappé si fort ?

Pas vraiment. La nouvelle de l'impact du gel texan sur la production de plastique est simplement l'une de ces nouvelles préfabriquées qui sont conçues pour fournir des explications absurdes et rapides aux problèmes au fur et à mesure qu'ils se présentent, comme s'ils étaient le résultat d'événements aléatoires et sans lien entre eux plutôt que la progression logique d'un problème unique. Il s'agit d'informations sans fondement et jetables, générées pour détourner l'attention de l'opinion publique, et le pire, c'est que certaines personnes auront une idée fausse et durable de la question. Deux exemples de reportages leurres sur ce même sujet : " *Les négociants créent une pénurie artificielle de plastiques* " (6 décembre 2020) ; " *Les marchés mondiaux du polyéthylène s'attendent à une offre excédentaire au premier semestre 2021* " (4 décembre 2020). Ce qui est intéressant dans ces nouvelles, c'est qu'elles montrent qu'il y avait déjà une pénurie de plastique en décembre 2020, deux mois avant le gel au Texas ; et la disparité des opinions et des prévisions est également remarquable.

La vérité est que déjà en décembre 2020 on savait qu'une pénurie de plastique allait arriver, et en grattant plus dans l'actualité et en ne restant pas à la surface on voit que plusieurs fabricants "thésaurisaient" la matière première car ils voyaient les problèmes arriver. Pendant ce temps, certains fabricants, dans des messages clairement destinés à leurs investisseurs, parient que le recyclage augmentera à l'avenir (sans commenter la véritable raison pour laquelle on recycle si peu aujourd'hui, à savoir les coûts élevés du processus) ; enfin, le mouvement typique qui consiste à parier sur des changements structurels lorsqu'il est trop tard pour s'attaquer aux problèmes de longue date (cette façon de procéder est si courante que je pense que je vais inventer un terme pour la désigner : santabarbarismo). L'industrie commence à accepter que la pénurie de plastique ne sera pas résolue avant la fin de l'année.

Si l'on plonge un peu plus profondément, on s'aperçoit que dès le milieu de l'année 2020, avec la reprise naissante de l'économie après la stricte fermeture de CoVid, des pénuries de plastique avaient commencé à être remarquées.

Se pourrait-il que ce problème se soit manifesté encore plus tôt ?

Sans trop forcer, on peut voir que dès 2017, il y avait des problèmes avec le nylon, et en 2019, c'est devenu assez aigu. En 2018, on savait que le principal problème du nylon résidait dans le fait qu'au niveau mondial, seules trois entreprises fabriquaient un réactif clé pour la fabrication du nylon, l'adiponitrile, ce qui créait un goulot d'étranglement dans la production. Ce qui est curieux avec l'adiponitrile, c'est qu'il n'est pas particulièrement difficile à synthétiser, bien qu'il soit toxique et inflammable et qu'il faille le manipuler avec précaution. Pourquoi la production de cette substance a-t-elle été si concentrée dans quelques usines de seulement trois sociétés dans le monde ?

C'est simple : la maximisation continue des profits exige une réduction continue des coûts, et l'un des moyens de parvenir à cette réduction est d'appliquer la logique des économies d'échelle à ses conséquences ultimes. Si le nylon doit être bon marché, l'adiponitrile doit être produit à très grande échelle dans quelques usines et vous ne pouvez pas en avoir plus car alors le coût augmente. Et le nylon doit être bon marché car, sinon, il faudrait arrêter de se développer. Vous ne pouviez plus vendre de T-shirts, de pulls ou de chaussettes. **Les prix des biens doivent être maintenus à la portée d'une classe moyenne occidentale de plus en plus comprimée pour que l'ensemble du tissu social puisse se maintenir.** Mais on ne peut pas amincir indéfiniment le mur d'une maison sans qu'elle s'écroule. Et le problème est que nous ne faisons pas qu'éclaircir un mur.

Nous avons mentionné dans le dernier billet que les grandes compagnies pétrolières ont désinvesti dans le secteur pétrolier au cours des sept dernières années parce qu'il n'est plus rentable. Il s'avère que les entreprises chimiques suivent un processus similaire. Je n'ai pas eu le temps de chercher d'autres liens, mais si vous lisez et cherchez attentivement, vous trouverez beaucoup de nouvelles sur ce processus de désinvestissement ces dernières années (Total en juin 2020, Aliaxis en mars 2020, Polytec en novembre 2020, BASF en février 2019 et en septembre 2020, Covestro en septembre 2019, ...). Que se passe-t-il ?

Il se trouve que l'industrie chimique devient non rentable. Les entreprises chimiques perdent confiance dans leur secteur en raison de **deux problèmes structurels**.

Le premier problème est similaire à celui du diesel : nous manquons d'hydrocarbures liquides adaptés à la production de certaines substances. Il y a une pénurie de matières premières. La crise du CoVid, avec la chute de la demande mondiale, a camouflé le problème, mais en raison de la chute accélérée de la production pétrolière que nous avons évoquée dans le dernier billet, l'offre commence déjà à se resserrer. Ce n'est pas que personne ne thésaurise les matières premières : c'est qu'il n'y en a plus assez pour tout le monde.

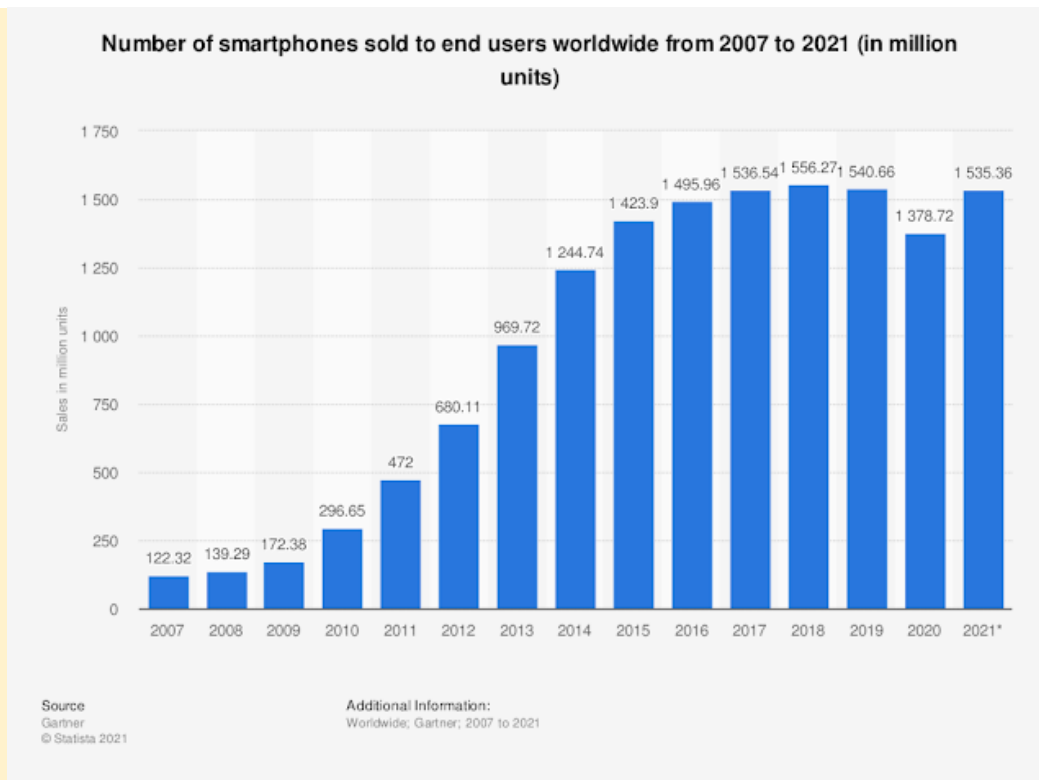
Le deuxième problème est ce que j'appelle la loi de Liebig sur les raffineries. Lorsque vous mettez du pétrole dans **une raffinerie, vous obtenez un pourcentage de chaque type de produit raffiné**, en fonction du type de

pétrole ou de mélange traité et en fonction de la raffinerie. Pour brosser un tableau simpliste, disons qu'il s'agit de **50% d'essence, 20% de diesel, 20% de distillats moyens et 10% de goudrons**. Avec de petits ajustements dans le mélange d'entrée et dans le processus de raffinage lui-même, nous pouvons diminuer un peu l'essence et augmenter le diesel. En réalisant déjà certains investissements dans la raffinerie, nous pouvons comprimer un peu plus les marges, de sorte que nous augmentons davantage certains produits raffinés au détriment des autres. Mais, au final, il y a toujours une limite minimale pour chaque catégorie de produit à produire. Même si vous n'en avez pas tellement besoin, vous en tirerez toujours un certain pourcentage d'essence. Même si vous n'en voulez pas du tout, vous aurez toujours une certaine fraction de chapapote à haute teneur en soufre. Même si vous ne savez pas quoi en faire, vous aurez un minimum de goudron comme déchet. Avant CoVid, un équilibre (précaire) avait été atteint entre ce qui était extrait et ce qui était demandé pour les différentes utilisations. Aujourd'hui, cet équilibre s'est rompu parce que tous les secteurs économiques n'ont pas été touchés de la même manière et parce que les besoins ne sont pas les mêmes pour certains produits que pour d'autres. Les raffineries, qui fonctionnent normalement, se retrouvent à devoir stocker de l'essence et/ou des fiouls et/ou des goudrons dont personne ne veut. La nécessité les oblige à aiguïser leur esprit. Ainsi, ces derniers temps, ils mélangent le kérosène que les avions ne brûlent pas avec du diesel, dans la bonne proportion pour ne pas causer de problèmes. Mais, comme tout le reste, il a une durée de vie limitée. Et bien que les raffineries puissent passer un certain temps à accumuler des produits excédentaires, elles sont finalement obligées de réduire leur activité afin d'équilibrer leur production avec celle du produit pour lequel elles ont moins de demande. C'est la loi de Liebig sur les raffineries. Et comme le secteur du raffinage souffre également d'un manque chronique d'investissements, au final, la production des raffineries diminue, même si elle est inférieure à ce qui est nécessaire pour fournir certains produits plus demandés. C'est pourquoi il y a une pénurie de diesel et de certains produits nécessaires à l'industrie chimique.

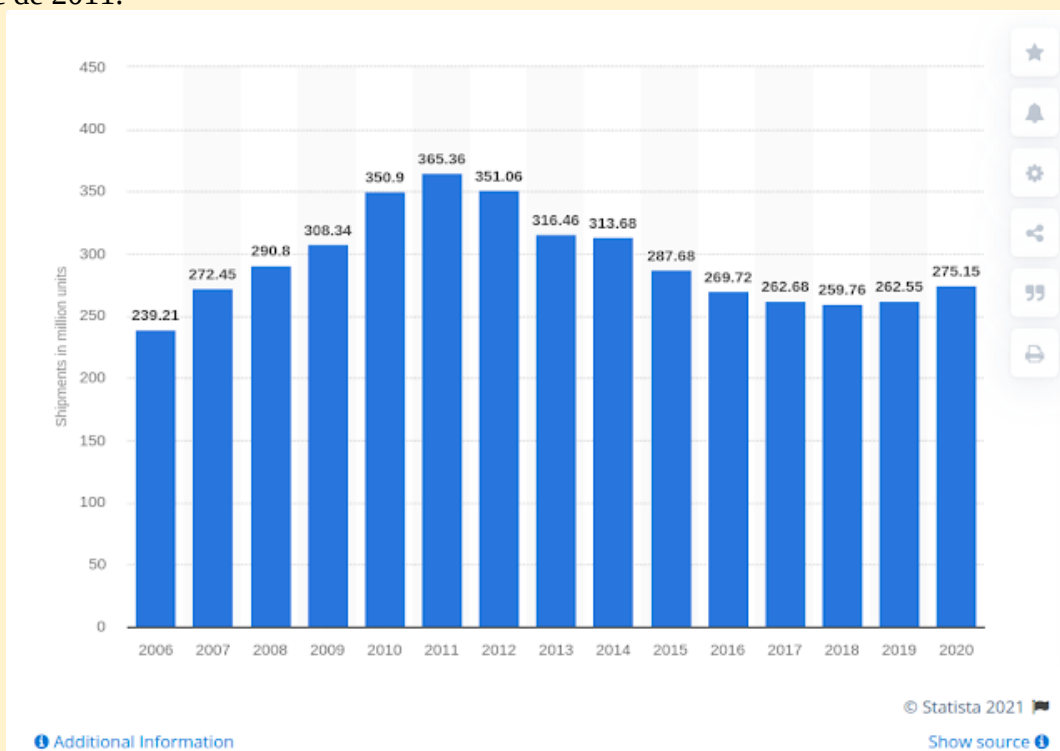
Ces deux problèmes ne sont pas une surprise pour les grandes entreprises. C'est pourquoi ils se vendent depuis longtemps. C'est pourquoi ils se sont retirés depuis longtemps. Ils savent qu'il n'y a plus assez de volume d'affaires à faire ici. Par pure logique commerciale, ils se sont retirés, depuis quelques années, d'une activité dont ils savent qu'elle ne leur rapportera plus rien. La même logique que les compagnies pétrolières.

Tout cela va bien au-delà des plastiques. C'est toute l'industrie chimique qui est compromise, qui s'est désinvestie depuis des années. Les plastiques ne sont que le canari dans la mine, le premier signe d'alerte (à proprement parler, le nylon était le premier indicateur). **Et comme le scénario de base prévoit une baisse de la production pétrolière pouvant aller jusqu'à 50 % d'ici 2025**, il ne faut pas s'attendre à une baisse moindre pour la production de l'industrie chimique, et en particulier pour la production de matières plastiques. Nous ne sommes pas préparés à une pénurie aussi soudaine de pétrole, ni à une pénurie encore plus grande de plastiques, compte tenu de leur utilisation massive. Je regarde autour de moi, assis devant cet ordinateur, et tout est plein de plastique. Les emballages, les revêtements, les finitions de tant d'ustensiles et d'appareils ? Comment allons-nous improviser des solutions face à une pénurie de plastique qui pourrait être supérieure à 50% du pétrole dès 2025 ?

En comparaison, la pénurie de microprocesseurs qui se produit également en ce moment peut sembler plus anodine, mais elle ne l'est pas. Comme dans le cas du plastique, des nouvelles-leurres sont lancées pour induire en erreur sur l'origine du problème : que si la chute de la demande de puces pendant la pandémie a fait que les usines n'étaient pas préparées et qu'il leur est maintenant difficile de redémarrer ; qu'il y a eu un changement d'habitudes de la population, qui passe désormais plus de temps à la maison et achète plus d'appareils électroniques pour les loisirs ; que si les mineurs de bitcoins monopolisent tous les GPU Cependant, si l'on examine les chiffres relatifs à la production de téléphones mobiles, on constate qu'ils sont plutôt stagnants et qu'en 2020, ils ont même diminué (le chiffre de 2021 est une prévision de l'industrie, plutôt optimiste, il faut bien le dire).



Quant aux PC, on ne voit pas non plus de grande augmentation, et de toute façon, nous sommes toujours en dessous du pic de 2011.



Ce que nous pouvons constater, une fois de plus, c'est une concentration de la production mondiale de puces entre les mains de quelques entreprises et dans très peu d'usines. En fait, les puces les plus sophistiquées, avec des plaquettes de 10 nanomètres ou moins, ne sont fabriquées que dans quelques usines dans le monde. Mais, contrairement à l'adiponitrile, cela nécessite des technologies très complexes, des chaînes d'approvisionnement complexes de matériaux hautement spécialisés et un investissement en capital très important, qui est à la portée de très peu d'entreprises dans le monde. Mais le résultat final est le même : des économies d'échelle à leur maximum et l'impossibilité physique de réduire davantage les coûts, et par conséquent une production qui ne

peut être augmentée davantage. Et bien qu'il soit encore difficile de savoir si les problèmes causés par la pénurie de pétrole affectent la production de micropuces aussi directement qu'ils le font dans le cas des plastiques, il est clair qu'ils l'affecteront bientôt : le processus de fabrication des puces nécessite d'énormes quantités d'énergie et d'eau. En outre, la concentration de la fabrication dans quelques usines accroît la fragilité mondiale : un incendie dans une usine de puces Renesas peut arrêter les chaînes de production de nombreuses usines automobiles dans le monde. C'est le monde dans lequel nous vivons.

Les micropuces sont stratégiques pour la maintenance des données et des structures de contrôle de notre monde complexe et compliqué. C'est pourquoi l'Europe et les États-Unis envisagent aujourd'hui de regagner leur souveraineté dans la fabrication de ce composant fondamental du monde moderne, mais ils se rendront vite compte qu'ils n'ont aucun moyen abordable de produire des puces de haute technologie. Il ne peut y avoir que quelques usines, et elles doivent être énormes, et il ne peut y avoir que quelques fournisseurs de matériaux intermédiaires, sinon le processus n'est pas rentable économiquement. Sinon, par cette concentration massive de capitaux, vous ne pourriez pas vendre des téléphones portables pour quelques centaines d'euros : il faudrait qu'ils valent 10 à 100 fois plus, mais cela tuerait le marché. La concentration et le caractère grandiose de ces usines sont le simple reflet du fait que ce qui est produit est à la limite de la rentabilité.

Les sociétés de microprocesseurs le savent et se sont retirées du marché. Intel ne fabrique plus ses micro-puces. AMD sous-traite une partie de sa production à ces entreprises monstrueuses. Il n'y a plus de business et les entreprises s'en éloignent tranquillement, sans faire de bruit.

Il s'agit d'un phénomène mondial et, pour autant que l'on puisse en juger, multisectoriel. **C'est le Grand Retrait de Capital. Le grand désinvestissement. La fin de tant de décennies expansives. Le début de la retraite avant le crash final.** Un mouvement qui pourrait sembler paradoxal avec le Great Splurge, mais qui ne l'est pas : tous deux visent à préserver (et à augmenter) le capital.

Tout cela ne fait qu'anticiper d'autres pénuries. Par exemple, celle de la nourriture, qui commence déjà à apparaître.

Plastiques et copeaux. Unis dans la rareté et aussi dans leur dégradation. Comme vous le savez, les puces sont fabriquées à partir de tranches de silicium, qui est l'élément qui, avec l'oxygène, forme le sable (oxyde de silicium), bien qu'en réalité les puces soient fabriquées à partir de quartz, car il est plus pur en silicium (fabriquer des puces à partir de sable serait énergétiquement prohibitif). De nos jours, si vous vous rendez sur une plage, même si le sable semble d'un blanc immaculé, il contient généralement beaucoup d'impuretés plastiques. Le polypropylène forme de petites boules qui, à première vue et à seconde vue, passeront inaperçues, mais ce n'est pas du sable : c'est du plastique. Même les plages les plus reculées de la planète sont polluées par de grandes quantités de plastique. Dans quelques siècles, voilà ce qu'il restera des plastiques et des copeaux que nous consommons aujourd'hui en grandes quantités : du sable et du polypropylène mélangés sur la plage, peut-être à parts égales. Nous aurons rempli notre fonction de dégradation de cette planète, sans autre but identifiable que la dégradation pour elle-même. **Nous ne sommes que des serveurs de l'entropie.**

Salu2. AMT

▲ RETOUR ▲

Les programmes de vaccination européens sont à peu près aussi efficaces que les mesures de confinement.

Ryan McMaken 30/03/2021 Mises.org



MISES WIRE



Depuis de nombreux mois, les gouvernements de l'Union européenne ont clairement fait savoir qu'ils considéraient la distribution et l'administration des vaccins covid-19 comme une priorité de politique publique. Quelle que soit l'opinion que l'on peut avoir de ces vaccins, le fait est que les régimes européens les trouvent fantastiques et veulent que le plus grand nombre possible de vaccins soient administrés le plus rapidement possible.

Cependant, selon leurs propres critères, les efforts de ces gouvernements pour maximiser l'utilisation du régime ne vont pas très bien. En effet, le déploiement du vaccin dans l'UE est désormais couramment qualifié de "désastreux".

Le nombre total de doses de vaccin administrées dans l'UE reste bien inférieur à celui d'Israël, des États-Unis, du Royaume-Uni et même du Chili. Pendant ce temps, les pays membres se disputent sur le contrôle des exportations de vaccins, et d'autres membres se plaignent de ne pas recevoir suffisamment de doses.

Au cœur de la controverse, le fait est que l'Union européenne dans son ensemble n'a administré que 15 doses pour 100 personnes. Au Royaume-Uni, par contre, le total est de 50 doses pour 100 personnes. Aux États-Unis, il est de 43 pour 100. Et la situation ne s'améliore pas vraiment, car "les pays de l'UE sont toujours à la traîne, administrant les vaccins deux fois moins vite que" les gouvernements des États américains.

D'ailleurs, c'est le cas depuis des mois. Malgré les affirmations selon lesquelles l'administration Trump était un obstacle à la distribution des vaccins, les États-Unis étaient déjà bien en avance sur l'UE au début du mois de janvier. Le 13 janvier, par exemple, les États-Unis avaient administré plus de 3 doses pour 100 personnes, tandis que l'UE en avait administré moins d'une.

Un plan qui a échoué

Pourquoi ces grandes différences dans les doses totales ? En grande partie parce que les États membres de l'Union européenne ont autorisé Bruxelles à coordonner et à planifier l'effort de vaccination de l'UE. Cela signifie un niveau supplémentaire de planification gouvernementale et de multiples cycles de négociation avec les fournisseurs de vaccins, aggravés par d'interminables querelles sur la question de savoir si les vaccins seraient distribués de manière égalitaire ou non. Il est évident que les politiciens européens souhaitent ardemment maximiser le nombre d'Européens ayant reçu des doses de vaccin. Pourtant, le résultat de leur grand plan a été un déploiement de vaccins lent, désordonné, et qui se heurte maintenant à des appels à restreindre les exportations afin que l'UE puisse accumuler toutes les doses qui se trouvent à l'intérieur de ses frontières.

De plus en plus, dans l'UE, tout doit être planifié à l'avance par le régime de Bruxelles, et tout doit être contrôlé pour s'assurer qu'il remplit toutes les conditions nécessaires à l'accroissement de la force politique du régime de Bruxelles.

Par exemple, comme le souligne Wolfgang Münchau, le programme de distribution des vaccins était avant tout un programme politique de la bureaucratie centrale de l'UE :

Alors pourquoi les gouvernements de l'UE ont-ils transféré la responsabilité de l'approvisionnement en vaccins à l'UE en premier lieu ? Angela Merkel a expliqué que la cohésion de l'UE aurait été mise à mal si l'Allemagne avait privilégié l'approvisionnement en vaccins BioNTech. Ce qu'elle n'a pas considéré, c'est que l'UE est mal équipée pour cette tâche. À ce jour, l'ADN de l'UE est celui d'un cartel de producteurs. Sa priorité n'est pas de sécuriser les approvisionnements, mais de réduire les coûts et d'atteindre un certain équilibre entre les intérêts français et allemands. La triangulation est le métier de Bruxelles.

Le plan final prévoyait que l'UE obtienne les doses de vaccin et les distribue ensuite en fonction de la population. Mais plusieurs États membres de l'UE affirment que ce n'est pas le cas.

Au moins quatre pays membres de l'UE ont maintenant contourné le gouvernement de Bruxelles et se sont engagés à obtenir des doses de vaccin auprès de la Russie, alors que le plan de l'UE vacille en raison des doutes sur la sécurité du vaccin d'AstraZeneca. L'Autriche serait également en pourparlers avec la Russie.

Il semble que l'utilisation de la politique vaccinale pour assurer l'harmonie et l'unité entre tous les membres de l'UE n'ait pas été une réussite éclatante. En fait, cette expérience est surtout un rappel utile que les régimes sont des institutions politiques qui s'occupent principalement de problèmes politiques. Le régime de Bruxelles a beau avoir déclaré que l'achat de vaccins était une priorité, la véritable priorité est la classe politique de Bruxelles. Cette situation ne peut pas non plus être imputée à une "hésitation à l'égard des vaccins" en Europe. Les données d'enquête suggèrent non seulement que les Américains sont moins intéressés par le vaccin que les Européens, mais que la résistance américaine s'est même accrue ces derniers mois. C'est le contraire qui se produit en Europe.

Retour aux lockdowns

L'opposition européenne aux lockdowns et aux fermetures d'entreprises ayant toujours été faible et incohérente, les régimes européens utilisent le programme de vaccination anémique comme excuse pour continuer à parler d'une nouvelle série de lockdowns. C'est le cas en Irlande, en France, en Allemagne, en Italie et en Pologne.

Apparemment, la France et l'Italie sont prêtes à redoubler d'efforts pour une stratégie qui, de toute évidence, n'a guère contribué à améliorer les résultats.

[Lire la suite : "Une autre étude montre - encore une fois - que les mesures de confinement ne fonctionnent pas" [Yet Another Study Shows—Yet Again—That Lockdowns Don't Work](#) par Ryan McMaken].

Bien que les experts en "santé publique" aient longtemps prétendu que les pays appliquant des mesures de confinement offriraient de bien meilleurs résultats que les pays sans confinement, les résultats réels dressent un tableau bien différent. Les pays ayant adopté certaines des mesures de confinement les plus strictes, à savoir l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni, ont des résultats comparables, voire inférieurs, à ceux de la Suède, qui n'a jamais eu que des mesures de confinement obligatoires très faibles. Les résultats du Covid sont également peu impressionnants par rapport aux États-Unis, qui ont toujours eu des mesures de confinement extrêmement aléatoires. (Aux États-Unis, les États où les mesures de confinement sont les plus strictes ont également tendance à avoir les pires résultats).

De plus, bien que ces mêmes experts aient affirmé que l'échec du verrouillage entraînerait une dévastation économique encore plus grande à moyen terme, cela ne s'est jamais produit. Au contraire, comme prévu, les États-Unis, avec leur économie relativement ouverte, se remettent plus rapidement que l'Europe de la destruction économique induite par le verrouillage de 2020.

Ryan McMaken (@ryanmcmaken) est rédacteur en chef à l'Institut Mises. Envoyez-lui vos propositions d'articles pour le Mises Wire et Power&Market, mais lisez d'abord les directives relatives aux articles. Ryan est diplômé en économie et en sciences politiques de l'Université du Colorado et a été économiste du logement pour l'État du Colorado. Il est l'auteur de

▲ RETOUR ▲

.Une nouvelle étude montre - encore une fois - que les mesures de confinement ne fonctionnent pas.

Ryan McMaken 21/01/2021 Mises.org



MISES WIRE



Bien que les défenseurs des confinements de type covid-19 continuent d'insister sur le fait qu'ils sauvent des vies, l'expérience réelle continue de suggérer le contraire.

Au niveau national, un simple coup d'œil aux données suffit pour s'en convaincre. Les pays qui ont mis en place des mesures de confinement sévères ne doivent pas s'attendre à avoir un nombre comparativement plus faible de décès dus au covid-19 par million.

En Italie et au Royaume-Uni, par exemple, où les lockdowns ont été imposés à plusieurs reprises, le nombre de décès par million reste parmi les plus élevés au monde. Aux États-Unis, les États où les règles de confinement sont les plus strictes, comme New York, le New Jersey et le Massachusetts, comptent parmi les États où le nombre total de décès est le plus élevé.

Les défenseurs du confinement, bien sûr, sont susceptibles de faire valoir que si les chercheurs contrôlent une variété d'autres variables, alors nous sommes sûrs de voir que les confinements ont sauvé des millions de vies. Pourtant, la recherche continue de nous montrer que ce n'est tout simplement pas le cas.

La dernière étude en date à montrer la faiblesse de la position de verrouillage est parue ce mois-ci dans l'European Journal of Clinical Investigation, sous la plume d'Eran Bendavid, Christopher Oh, Jay Bhattacharya et John P.A. Ioannidis. Intitulé "Assessing Mandatory Stay-at-Home and Business Closure Effects on the Spread of COVID-19", les auteurs comparent les "interventions non pharmaceutiques plus restrictives" (mrNPI) et les "interventions non pharmaceutiques moins restrictives" (lrNPI). Les interventions plus restrictives comprennent les ordres de rester à la maison et les fermetures forcées d'entreprises. Les mesures moins restrictives comprennent "des directives de distanciation sociale, le découragement des voyages internationaux et nationaux, et l'interdiction des grands rassemblements". Les chercheurs comparent les résultats au niveau infranational dans un certain nombre de pays, dont l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Iran, l'Italie, les Pays-Bas, l'Espagne et les États-Unis. Ils les comparent ensuite à ceux de pays ayant adopté des mesures moins restrictives, principalement la Suède et la Corée du Sud, où l'ordre de rester à la maison et la fermeture des entreprises n'ont pas été largement appliqués.

La conclusion :

Nous ne trouvons aucun effet bénéfique clair et significatif des mrNPI sur la croissance des affaires dans aucun pays....Dans aucun des 8 pays et dans aucune des 16 comparaisons (contre la Suède ou la Corée du Sud), les effets des mrNPI étaient significativement négatifs (bénéfiques). Les estimations ponctuelles étaient positives (allant dans le sens d'une augmentation de la croissance journalière des cas grâce aux mrNPI).

En d'autres termes, les mesures de confinement plus restrictives ont conduit à des résultats moins bons.

Ces données suggèrent que les fondements théoriques de la philosophie du confinement sont erronés. Comme le résumait Bendavid et al.,

Le modèle conceptuel qui sous-tend cette approche est qu'avant une immunité significative de la population, le comportement individuel est le principal moteur de la réduction du taux de transmission, et que toute NPI peut donner un coup de pouce au changement de comportement individuel, avec des taux de réponse qui varient entre les individus et dans le temps. LrNPI pourrait avoir des effets anticontagion importants si la réponse comportementale individuelle est importante, auquel cas des NPI supplémentaires plus restrictives pourraient ne pas apporter beaucoup d'avantages supplémentaires. D'un autre côté, si les LrNPI n'ont qu'une influence relativement faible sur le comportement individuel, les mrNPI peuvent avoir des effets comportementaux importants à la marge et réduire considérablement le nombre de nouveaux cas.

Traduction : des mesures légères incitant à la prudence dans l'exposition aux autres réduisent probablement la propagation. Par conséquent, des mesures plus strictes feront sûrement un travail encore meilleur pour limiter la propagation !

Mais cela ne semble pas être le cas. Les auteurs suggèrent plutôt que les zones où la mortalité des covidés est la plus faible sont des zones où le public s'est attaqué aux fruits les plus faciles à cueillir pour ralentir la propagation. Il s'agissait notamment d'annuler les événements importants et très fréquentés et de limiter les déplacements. Des exigences plus strictes ne semblent pas avoir d'effet bénéfique et ont même eu l'effet inverse de celui escompté.

Cette étude, bien sûr, n'est que la dernière d'une longue série d'études similaires remettant en question l'hypothèse - qui n'est qu'une hypothèse - selon laquelle les mesures de confinement sévères réduisent la mortalité.

Par exemple, en mai dernier, des chercheurs de The Lancet ont conclu que les "lockdowns sévères" ne "protègent pas les personnes âgées et fragiles" et ne réduisent pas la mortalité due au covid-19. Plus tard, une étude de juillet dans The Lancet a déclaré : "Les auteurs ont identifié une association négative entre le nombre de jours avant tout verrouillage et le total des cas signalés par million, où un temps plus long avant la mise en œuvre de tout verrouillage était associé à un nombre plus faible de cas détectés par million."

Dans une étude du 1er août, également publiée par The Lancet, les auteurs ont conclu que "les fermetures rapides des frontières, les lockdowns complets et les tests à grande échelle n'étaient pas associés à la mortalité due au COVID-19 par million de personnes."

Une étude publiée en juin dans Advance par Stefan Homburg et Christof Kuhbandner a conclu que les données "suggèrent fortement" que

le confinement britannique était à la fois superflu (il n'a pas empêché un comportement autrement explosif de la propagation du coronavirus) et inefficace (il n'a pas ralenti visiblement le taux de croissance des décès).

En fait, la tendance générale des infections et des décès semble remarquablement similaire dans de nombreuses juridictions, quelles que soient les interventions non pharmaceutiques (INP) mises en œuvre par les décideurs

politiques.

Dans un article publié par le National Bureau of Economic Research (NBER), les auteurs Andrew Atkeson, Karen Kopecky et Tao Zha ont constaté que les décès dus au covid-19 suivaient un schéma similaire "pratiquement partout dans le monde" et que "[l]e fait de ne pas tenir compte de ce schéma familier risque de surestimer l'importance des IPN mandatées par les politiques pour façonner la progression de cette pandémie mortelle".

Refusant de se laisser intimider par ces failles dans le récit officiel, les défenseurs du confinement insistent souvent sur le fait que les confinements doivent être tolérés car "mieux vaut prévenir que guérir".

Mais cette notion est elle aussi très contestable.

Les confinements et autres formes d'isolement obligatoire entraînent une série de problèmes de santé qui leur sont propres. Comme Bendavid et al. le notent, les NPI restrictifs :

Incluent la faim, les overdoses liées aux opioïdes, les vaccinations manquées, l'augmentation des maladies non-COVID dues à l'absence de services de santé, la violence domestique, la santé mentale et la suicidabilité, ainsi qu'une multitude de conséquences économiques ayant des implications sanitaires - il est de plus en plus reconnu que leurs avantages postulés méritent une étude approfondie.

Il n'est peut-être pas surprenant que les données sur la surmortalité pendant la pandémie de covid-19 suggèrent que seuls les deux tiers de la surmortalité peuvent être médicalement liés au covid-19. Comme l'explique une étude parue dans le JAMA :

"Certaines personnes qui n'ont jamais eu le virus peuvent être mortes à cause des perturbations causées par la pandémie", explique le Dr Steven H. Woolf, directeur émérite du Center on Society and Health de l'université de Virginie et premier auteur de l'étude. "Il s'agit notamment de personnes souffrant d'urgences aiguës, de maladies chroniques comme le diabète qui n'ont pas été correctement prises en charge, ou de crises émotionnelles qui ont conduit à des overdoses ou des suicides."

Les augmentations des décès dus à la démence étaient particulièrement notables.

Et ces effets peuvent aussi se faire sentir à long terme. Comme je l'ai montré dans un article du 30 avril, le chômage tue. Les crises économiques, comme celle qui a été aggravée par les fermetures obligatoires et les ordres de rester à la maison, entraînent d'innombrables "années de vie perdues" en raison de l'augmentation du nombre de suicides, de maladies cardiaques et d'overdoses.

De plus, compte tenu de la nature des fermetures et des personnes concernées, les femmes sont touchées de manière disproportionnée, en particulier les femmes hispaniques, qui sont fortement représentées dans la main-d'œuvre derrière les entreprises du secteur des services fermées par les fermetures d'entreprises imposées par le gouvernement.

L'effet cumulatif peut être assez important. Dans une nouvelle étude de Francesco Bianchi, Giada Bianchi et Dongho Song du National Bureau of Economic Research, les auteurs concluent que les retombées économiques - en termes de chômage et de ses effets - entraîneront près de neuf cent mille décès au cours des quinze prochaines années.

Bien sûr, toutes les douleurs économiques qui ont coïncidé avec la panique du covid-19 de 2020 ne peuvent être imputées aux fermetures forcées. De nombreuses personnes auraient probablement minimisé volontairement leurs contacts avec les autres par peur de la maladie. Cela aurait effectivement provoqué des distorsions économiques et un chômage plus important dans certains secteurs.

Mais, comme l'admettent Bianchi, Bianchi et Song, les fermetures " ont contribué à réduire davantage l'activité économique " au-delà des réactions volontaires normales au covid-19. Si l'on combine ces faits avec ce que nous savons de la nouvelle étude de Bendavid et al. - à savoir que les mesures volontaires ont permis de réaliser la majeure partie de l'atténuation - on peut en déduire que la "réduction supplémentaire" de l'activité économique n'a produit aucun avantage supplémentaire pour la santé. En d'autres termes, la partie de la destruction économique provoquée par les fermetures forcées a été infligée au public pour rien.

Avant 2020, bien sûr, tout le monde savait cela. Dans un article paru en 2006 dans Biosecurity and Bioterrorism, intitulé "Disease Mitigation Measures in the Control of Pandemic Influenza" et rédigé par Thomas V. Inglesby, Jennifer B. Nuzzo, Tara O'Toole et D.A. Henderson, les auteurs concluent :

Les conséquences négatives d'une quarantaine à grande échelle sont si extrêmes (confinement forcé des personnes malades avec les personnes bien portantes ; restriction complète des mouvements de larges populations ; difficulté d'acheminer les fournitures, les médicaments et la nourriture essentiels aux personnes se trouvant à l'intérieur de la zone de quarantaine) que cette mesure d'atténuation devrait être éliminée de toute considération sérieuse.

Pourtant, les bureaucrates de la "santé publique" ont soudainement décidé en 2020 que des décennies de recherche devaient être jetées par la fenêtre et que des confinements devaient être imposés à des centaines de millions d'êtres humains.

Verrouillage obligatoire et distanciation sociale volontaire

Il convient de noter qu'aucun de ces chercheurs qui remettent en question le récit du confinement ne s'oppose aux mesures volontaires visant à réduire l'exposition aux maladies. Peu d'entre eux sont même susceptibles de s'opposer à des mesures telles que l'évitement des rassemblements de masse en intérieur.

Mais ce type de mesures est fondamentalement différent des fermetures obligatoires d'entreprises et des ordres de rester à la maison. Le problème des fermetures obligatoires - contrairement à l'éloignement social volontaire - est mis en évidence par le fait qu'elles privent indistinctement les populations vulnérables des services et de l'assistance dont elles ont besoin. Et par "populations vulnérables", j'entends toute personne vulnérable à une condition qui met sa vie en danger. Bien que nous soyons conditionnés à croire que les décès dus au covidium sont les seuls qui méritent d'être signalés, le fait est que le monde comprend des personnes vulnérables au suicide, aux overdoses de drogues et à la ruine économique - qui s'accompagne d'innombrables effets secondaires sous forme de problèmes de santé. En refusant à ces personnes la liberté de chercher un revenu et de s'assurer le soutien social et médical dont elles ont besoin, nous disons essentiellement que ces personnes ne sont pas indispensables et qu'il est préférable de faire pencher la balance en faveur des malades covides.

Mais comme le montrent les preuves croissantes évoquées plus haut, les mesures de confinement ne produisent même pas les effets souhaités. Ainsi, des personnes vulnérables souffrant de dépression, de cancer non traité et d'autres maladies potentiellement mortelles ont été contraintes de souffrir sans aide, sans raison valable. Cela a été fait pour répondre à un récit politique, mais il était basé sur un lot de mauvaises hypothèses, de science à moitié cuite, et l'arrogance des politiciens.

▲ RETOUR ▲

.Les combustibles fossiles sont beaucoup plus chers qu'on ne le pensait, selon une étude

par Nafeez Ahmed 11 mars 2021
J-P : article médiocre, il n'explique... rien.

Les investissements surgonflés dans les combustibles fossiles pourraient être une bulle "sans valeur" prête à déclencher le prochain krach, alors que les énergies renouvelables semblent plus attrayantes que jamais.



Une nouvelle étude révèle que les centrales électriques conventionnelles alimentées par des combustibles fossiles et l'hydroélectricité sont massivement surévaluées par les principales organisations d'analystes du monde. Le rapport indique qu'elles sont surévaluées à tel point que les milliers de milliards de dollars d'investissement dans ces industries pourraient constituer une "bulle" similaire à la bulle immobilière des prêts hypothécaires à risque dont l'effondrement a déclenché le krach financier de 2008.

Ces conclusions étonnantes impliquent non seulement que les énergies renouvelables telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne et le stockage sur batterie sont beaucoup moins chères qu'on ne le croit, mais aussi qu'elles sont déjà en train de concurrencer le charbon, le gaz naturel, le nucléaire et l'énergie hydraulique. Ce fait a toutefois été masqué par des calculs déformés basés sur une mesure fondamentalement incorrecte : le "coût actualisé de l'électricité" (LCOE).

Le nouveau rapport du groupe de réflexion technologique indépendant RethinkX, intitulé *The Great Stranding : How Inaccurate Mainstream LCOE Estimates are Creating a Trillion-Dollar Bubble in Conventional Energy Assets*, est rédigé par le Dr Adam Dorr, spécialiste des sciences sociales de l'environnement et chargé de recherche à RethinkX, et par le cofondateur du groupe de réflexion, Tony Seba, entrepreneur en série et conférencier de l'université de Stanford sur les perturbations technologiques.

Leur nouvelle analyse, qui risque de provoquer une onde de choc dans les industries des combustibles fossiles et les services publics, examine les aspects scientifiques du coût d'investissement à long terme (LCOE) d'une centrale électrique conventionnelle, qui mesure le coût moyen de production d'électricité pendant toute la durée de vie de la centrale, y compris les coûts de construction et d'exploitation.

Un battage médiatique sur l'énergie

Dorr et Seba montrent que les évaluations classiques du LCOE des centrales électriques conventionnelles au charbon, au gaz, nucléaires et hydroélectriques sont tout simplement fausses. En réalité, en raison de l'inefficacité croissante de ces formes d'énergie, la quantité d'électricité produite par les centrales conventionnelles diminue au fil du temps, parfois de façon spectaculaire. L'écart entre les coûts réels et les coûts d'exploitation incorrects est si important que, selon le rapport, les analyses classiques sous-estiment jusqu'à 400 % le coût par kilowattheure du charbon, du gaz et de l'hydroélectricité.

Il s'agit d'un problème majeur, car cela signifie que les milliers de milliards de dollars d'investissements (sans parler des subventions gouvernementales) consacrés à ces industries énergétiques conventionnelles reposent sur d'importantes surévaluations qui trouvent leur origine dans des surinflations systématiques de leur capacité réelle à produire de l'énergie. Ces estimations, souligne le rapport, sont confirmées par les sources d'information sur l'énergie qui font le plus autorité dans le monde, notamment l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et l'Energy Information Administration (EIA) du gouvernement américain.

Par exemple, alors que l'EIA nous dit que les centrales au charbon conservent un facteur de capacité de 80 % pendant toute leur durée de vie technique de 40 ans, jusqu'en 2060, ce facteur est en réalité bien inférieur, selon la nouvelle étude. Aux États-Unis, le facteur de capacité moyen des centrales au charbon était de 67 % en 2010. Dix ans plus tard, il a encore chuté à 40 %, soit deux fois moins que l'évaluation officielle du LCOE. Cela signifie que le coût réel de l'électricité produite par ces centrales est ridiculement élevé - jusqu'à 32,4 cents par kilowattheure (kWh) après correction, soit plus de quatre fois le chiffre de 7,6 cents avancé par l'EIA.

Les mêmes schémas de surinflation se retrouvent dans les centrales conventionnelles. Pour le gaz naturel, l'estimation officielle de l'EIA d'un facteur de capacité de 87 % sur une durée de vie de 20 ans est contredite par le fait qu'en 2020, le chiffre réel était de 58 %. Cela signifie que le coût de l'électricité produite par ces centrales à gaz est 60 % plus élevé que l'estimation de l'EIA. Quant à l'énergie hydraulique, l'estimation officielle d'une capacité de 70 % est en contradiction avec le chiffre réel des centrales hydroélectriques américaines, qui n'a atteint que 42 % en 2020. Cela signifie que le coût réel de l'hydroélectricité est trois fois plus élevé que ce que l'on croit habituellement.

Fin de partie

"Nos recherches révèlent que les mêmes hypothèses erronées concernant le facteur de capacité du gaz naturel, des centrales hydroélectriques et des centrales nucléaires font apparaître des coûts d'équilibre pour leur électricité qui sont beaucoup plus bas qu'ils ne le sont en réalité", a déclaré le Dr Adam Dorr. "Cela fait apparaître ces centrales comme de meilleurs investissements qu'elles ne le seraient si l'on considère que le coût réel de la production d'électricité par ces centrales est beaucoup plus élevé."

Mais ce n'est qu'un début. Le rapport examine ce qui risque d'arriver à ces centrales d'ici à 2030 environ, en se basant sur les taux continus de déclin de leur capacité, selon les données historiques sur les facteurs de capacité et les données de l'EIA, pour produire des calculs plus réalistes.

Elle prévoit que les coûts de production d'électricité dans 10 ans seront neuf fois plus élevés pour le charbon, près de cinq fois plus élevés pour le gaz, près de 14 fois plus élevés pour le nucléaire et neuf fois plus élevés pour l'hydroélectricité. Cela signifie non seulement que les investissements actuels et futurs de plusieurs milliards de dollars dans ces industries sont largement surévalués, mais aussi que ces systèmes énergétiques sont beaucoup plus chers qu'on ne nous le dit.

Cela signifie que les systèmes alternatifs ~~d'énergie solaire, éolienne et de batterie sont encore plus attrayants~~ que ce que l'on croit habituellement.

Point de basculement

"Le charbon, le gaz, le nucléaire et l'hydroélectricité ne sont plus compétitifs par rapport à la combinaison de l'énergie solaire, de l'énergie éolienne et des batteries, même en utilisant les calculs imprécis du coût de revient à long terme (LCOE)", observe le rapport de RethinkX. "L'énergie solaire et l'énergie éolienne ont atteint la parité des coûts et sont devenues moins chères que le charbon, le gaz, le nucléaire et l'hydroélectricité plusieurs années plus tôt que ce que les analystes traditionnels ont indiqué."

Selon Tony Seba, co-auteur du rapport, "le coût total d'une nouvelle centrale solaire ou éolienne est déjà inférieur au seul coût d'exploitation des centrales conventionnelles telles que le gaz, le charbon et le nucléaire. Cela signifie que même si la construction d'une centrale conventionnelle ne coûte rien, elle reste plus chère, sur la base des seuls coûts d'exploitation, qu'une centrale solaire ou éolienne", a déclaré M. Seba. "Et pourtant, les coûts nivelés de l'électricité, irréalistes mais facilement corrigibles, pourraient continuer à pousser les investissements dans l'énergie conventionnelle. Une fois que la divergence entre les LCOE erronés et les coûts nivelés réels deviendra impossible à nier pour les opérateurs historiques, les marchés financiers ne se feront pas prier, et des milliers de milliards investis par les fonds de pension, de retraite et de dotation pourraient devenir sans valeur."

L'indice Dow Jones US Coal a chuté de plus de 99 % entre 2011 et 2020. Le même sort pourrait être réservé aux autres combustibles fossiles et aux entreprises de services publics.

Il existe une solution pour sortir de ce malheureux dilemme : corriger les hypothèses erronées en matière de LCOE. Cela permettrait de corriger les distorsions du marché et de protéger des millions de citoyens qui risquent de perdre leur épargne-retraite investie dans ce type de placements (cela ne rendra toutefois pas les combustibles fossiles plus durables). Mais si cela ne se produit pas, les conséquences pourraient être dévastatrices.

Selon l'ancien conseiller en énergie de l'administration Obama, Jed Dorsheimer, responsable de la recherche sur la durabilité mondiale au sein de la société de services financiers Cannacord Genuity et président du Biophysical Economics Institute, le rapport RethinkX "explique très bien comment l'économie alimentée par la dette a en fait conduit à de nombreuses bulles dans la valorisation des actifs". Mais il a ajouté que ce phénomène n'était pas exclusif aux combustibles fossiles. "Depuis 1974, le passage à une monnaie fiduciaire sous les auspices de l'économie néoclassique a créé des bulles dans presque toutes les classes d'actifs."

Une bulle financière mondiale alimentée par les combustibles fossiles pourrait croître de plusieurs trillions de dollars au cours de la prochaine décennie en raison de l'inflation des LCOE, selon le nouveau rapport de RethinkX. Pendant ce temps, alors que les courbes de coût du solaire, de l'éolien et des batteries continuent de baisser de façon spectaculaire, comme RethinkX l'a prédit ailleurs, ils continueront de concurrencer les centrales électriques conventionnelles avec leur production en baisse et leurs coûts en hausse.

Un avenir radieux ?

Les perspectives pour les énergies renouvelables pourraient donc être bien meilleures que ce que beaucoup supposent, surtout si l'on tient compte de l'estimation du groupe de réflexion selon laquelle le coût de la construction d'un système 100 % solaire, éolien et à batteries aux États-Unis serait inférieur à 2 000 milliards de dollars au cours des années 2020 (à peine 1 % du PIB), en raison des courbes de coûts en déclin exponentiel que la plupart des prévisionnistes négligent.

M. Dorsheimer a mis en garde contre la nécessité de tenir compte de l'"énergie intrinsèque" nécessaire à la production d'énergie renouvelable, qui peut encore provenir de sources émettrices de carbone, et a fait valoir que les critiques du rapport concernant le coût d'opportunité de l'énergie conventionnelle ne devraient pas être utilisées pour gonfler à tort la valeur des énergies renouvelables.

Pourtant, RethinkX a fait des prévisions étonnamment précises sur un certain nombre de points dans des études précédentes, ce qui donne du crédit à ses nouvelles conclusions. Qu'il s'agisse de créer un portefeuille d'investissement qui a rapporté plus de 2 500 % sur 15 ans ou d'anticiper correctement la baisse des coûts des panneaux solaires et des voitures électriques, les chercheurs du groupe de réflexion ont été en avance sur toute une série de perturbations technologiques. Ses fondateurs, M. Seba et l'investisseur technologique James Arbib, sont régulièrement sollicités pour leurs idées par des investisseurs gérant des billions d'actifs, dont BlackRock, Goldman Sachs et JP Morgan.

Leur dernier rapport concorde également avec des avertissements provenant d'autres sources. L'année dernière, Motherboard a publié les conclusions d'une étude interne commandée par le Geological Survey of Finland, qui mettait en garde contre l'augmentation rapide des coûts de production du pétrole, combinée à la montée en flèche des niveaux d'endettement dans l'ensemble du secteur, qui pourrait compromettre la viabilité économique de l'ensemble du marché pétrolier mondial en quelques années seulement.

La nouvelle analyse de RethinkX jette maintenant de l'huile sur le feu, en suggérant que la prochaine correction de marché la plus importante, et potentiellement cataclysmique, ne sera pas dans les marchés du logement, mais dans le secteur de l'énergie conventionnelle.

▲ RETOUR ▲

.Avant le Texas, les autorités fédérales ont mis en garde contre les pannes d'électricité " catastrophiques " dues aux défaillances des combustibles fossiles - mais n'ont rien fait.

par Nafeez Ahmed 25 février 2021

Une étude de 2018 précédemment ignorée, intitulée "Survivre à une panne d'électricité catastrophique", a prédit une grande partie de ce qui s'est passé au Texas la semaine dernière avec une prescience choquante.



Trois ans avant que le Texas ne connaisse les plus grandes pannes de courant forcées de l'histoire américaine, le président Trump a été averti par ses propres conseillers que les États-Unis risquaient de connaître une "panne de courant catastrophique" qui "dépasserait" les plans et capacités nationaux existants. Parmi les principaux responsables de cette vulnérabilité, selon eux, figurait un réseau électrique vieillissant fortement dépendant du pétrole et du gaz naturel.

Les pannes d'électricité qui ont frappé le Texas la semaine dernière ont privé plus de 4 millions d'Américains d'électricité pendant plusieurs jours à des températures inférieures à zéro. Les pannes d'électricité ont également privé des millions de personnes d'eau potable, les pompes à eau et les stations d'épuration étant en panne. Des dizaines de personnes sont mortes à cause du froid extrême.

Cette crise était non seulement prévisible, mais elle a fait l'objet d'avertissements répétés pendant de nombreuses années. Sa cause principale n'était pas l'arrêt de l'énergie éolienne et solaire, comme l'a faussement prétendu le gouverneur du Texas Greg Abbott. Elle n'avait rien à voir non plus avec le Green New Deal de l'administration Biden, comme l'a laissé entendre le chef de la minorité républicaine Kevin McCarthy.

L'avertissement à Trump

Bien que le récit selon lequel les énergies renouvelables feraient tomber le réseau ait fait le tour des médias conservateurs, les véritables vulnérabilités ont été expliquées en détail dans une étude du gouvernement américain commandée par l'administration Trump. Les conclusions de ce rapport n'avaient pas encore refait surface depuis la catastrophe du Texas jusqu'à cet article.

L'étude, intitulée *Survivre à une panne d'électricité catastrophique*, a été publiée par le Conseil consultatif national sur les infrastructures (NIAC) du président en 2018. Sa principale conclusion semble maintenant d'une prescience déconcertante :

"Après des entretiens avec des dizaines de hauts dirigeants et d'experts et un examen approfondi des études et des lois, nous avons constaté que les plans nationaux existants, les ressources d'intervention et les stratégies de coordination seraient dépassés par une panne d'électricité catastrophique... qui pourrait laisser de grandes parties de la nation sans électricité pendant des semaines ou des mois, et provoquer des pannes de service dans d'autres secteurs - y compris l'eau et les eaux usées, les communications, les transports, les soins de santé et les services financiers - qui sont essentiels pour la santé et la sécurité publiques et notre sécurité nationale et économique."

Le rapport insiste sur la nécessité d'une "action publique et privée significative" pour se préparer à cette éventualité, y compris des recommandations à tous les niveaux - fédéral, États, territoires, villes et localités. Pourtant, peu, voire aucune de ces recommandations n'a été suivie d'effet.

Bien qu'il mentionne quelques exemples de déclencheurs potentiels d'une panne catastrophique, allant des catastrophes naturelles comme les incendies de forêt aux attaques "cyber-physiques", le rapport évite de discuter directement de ce qui pourrait provoquer une telle crise.

C'est le pétrole et le gaz, idiot !

Malgré cela, le rapport ne mentionne nulle part les énergies renouvelables comme une raison potentielle de la vulnérabilité croissante de l'Amérique aux pannes. Au lieu de cela, il consacre une section entière aux vulnérabilités du "secteur du pétrole et du gaz naturel".

Le rapport prévient qu'"une interruption du flux d'électricité pourrait perturber le flux de gaz lorsque l'alimentation de secours vient à manquer, ce qui pourrait provoquer d'autres interruptions de combustible. Cette **interdépendance** croissante crée des risques de défaillances en cascade, qui se renforcent mutuellement, tant dans le sous-secteur de l'électricité que dans celui du pétrole et du gaz naturel".

Elle poursuit en décrivant ce risque de manière très détaillée, presque atroce, en soulignant essentiellement que le danger fondamental est une trop grande dépendance aux sources d'énergie à base d'hydrocarbures :

"La dépendance à l'égard d'un seul combustible crée le danger de 'pannes en mode commun', où un manque de gaz naturel immobilise plusieurs générateurs simultanément, ce qui pourrait créer des pannes de courant d'une durée d'un mois ou plus dans plusieurs régions des États-Unis."

En d'autres termes, la panne du Texas, aussi inédite soit-elle, est loin d'avoir atteint l'échelle des pires scénarios identifiés dans ce document.

"Lors d'une panne catastrophique, les réserves de carburant sur site pour les générateurs d'urgence seront rapidement épuisées", poursuit le rapport. "Des besoins massifs et multisectoriels de réapprovisionnement en carburant se produiraient, et les entrepreneurs responsables des opérations de réapprovisionnement seront

probablement incapables de répondre à ces besoins."

Il cite spécifiquement la Nouvelle-Angleterre en exemple, notant qu'"elle dépend fortement de l'approvisionnement en gaz naturel et des importations de GNL pour répondre aux pics de charge hivernaux." Un nombre limité de gazoducs et d'infrastructures gazières de soutien signifie que si ne serait-ce qu'une seule station de compression de gaz naturel ou une autre installation du système gazier est perdue, cela "créerait des pénuries d'énergie récurrentes qui provoqueraient des pannes de courant roulantes fréquentes et longues."

Déclenchement d'une catastrophe - un signe avant-coureur de situations d'urgence complexes

Une panne prolongée pourrait à son tour perturber les chaînes d'approvisionnement, selon le rapport. "Les perturbations du gaz naturel pourraient également avoir des effets d'entraînement sur les chaînes d'approvisionnement, dont la corruption pourrait poser des problèmes importants."

Les approvisionnements en eau sont particulièrement vulnérables, en raison des liens réciproques et mutuels entre l'eau et l'énergie, à travers l'exploitation minière, la production de carburant, l'hydroélectricité et le refroidissement des centrales électriques. Notant que le pompage, le traitement et la distribution de l'eau nécessitent de l'énergie (ainsi que l'évacuation des eaux usées), le document indique que l'un des principaux facteurs de risque est l'augmentation prévue de la consommation d'eau de 50 % entre 2005 et 2030. L'autre problème est que les centrales thermiques alimentées par des combustibles fossiles consomment des quantités croissantes d'énergie.

"Sans services d'eau, les usines s'arrêtent, les hôpitaux ferment, les communautés sont perturbées et la plupart des hôtels, restaurants et entreprises cessent leurs activités", avertit le rapport. "Si les systèmes d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées tombaient en panne dans les communautés de plusieurs États ou régions des États-Unis, les conséquences sociétales et le risque pour la vie et la sécurité des populations touchées seraient difficiles à surestimer."

La tête dans le sable

Le problème est que la plus importante solution proposée par l'administration Trump pour renforcer la résilience n'était pas une solution du tout. Au cœur de sa liste de recommandations, le rapport se concentrait de façon myope sur la nécessité de s'assurer que "toutes les infrastructures essentielles de pipelines de transport de gaz naturel disposent des normes, de la conception et des pratiques appropriées pour continuer à fonctionner pendant une panne catastrophique et maintenir une disponibilité rapide."

Pourtant, le document n'a pas abordé les problèmes sous-jacents d'un réseau national de l'ère industrielle, vieillissant et obsolète, qui n'est plus adapté à sa fonction - incapable de résister aux forces convergentes de la demande croissante et de l'accélération des catastrophes climatiques. Cela explique en partie pourquoi les entreprises de services publics n'ont pas fait grand-chose pour améliorer ce réseau en difficulté.

C'est pourquoi ce qui s'est passé au Texas n'est malheureusement qu'un avant-goût de ce qui nous attend si nous continuons à faire comme avant.

Un futur blackout ?

Il y a sept ans, j'ai rapporté pour Motherboard que *"les pays industrialisés sont confrontés à un avenir marqué par des pannes d'électricité de plus en plus graves... en raison de la prolifération des phénomènes météorologiques extrêmes, de la transition vers des combustibles fossiles non conventionnels et de la fragilité des réseaux nationaux qui ne peuvent pas suivre la montée en flèche de la demande énergétique"*.

Cette prédiction s'appuyait sur une étude publiée dans le Journal of Urban Technology, dont les auteurs, les professeurs Hugh Byrd et Steve Matthewman, décrivaient les pannes d'électricité comme "des répétitions générales pour l'avenir, dans lesquelles elles apparaîtront avec une fréquence et une gravité accrues".

Depuis lors, les données ont confirmé cette sombre prédiction. Au cours des dernières décennies, les États-Unis ont connu un nombre et une intensité croissants de pannes d'électricité. Plus de 2 500 pannes majeures ont eu lieu depuis 2002, dont près de la moitié ont été causées par des phénomènes météorologiques graves. En d'autres termes, le nombre de pannes liées aux conditions météorologiques a augmenté de 67 % depuis 2000, touchant deux tiers des États américains.

Les données de l'Administration américaine d'information sur l'énergie montrent que depuis 2013, la durée moyenne des pannes d'électricité subies par les citoyens américains a augmenté de 300 %, passant de deux à près de six heures en 2018. Les États-Unis souffrent désormais de 147 grandes pannes par an, et ce chiffre est en augmentation.

Le Texas : un État pétrolier dans le déni

Le Texas fait partie des pires contrevenants, ayant connu 105 blackouts au cours des deux dernières décennies, à une fréquence croissante.

Lors de la crise de février 2020, le Electric Reliability Council de l'État a confirmé que les fournisseurs de gaz naturel en étaient la principale cause. Près de la moitié de la production de gaz de l'État a été arrêtée, ainsi qu'au moins une centrale nucléaire. Dans le même temps, les défaillances des éoliennes n'ont représenté que 13 % des pannes. En fait, les sources thermiques, comme le charbon, le gaz et le nucléaire, ont perdu près de deux fois plus d'énergie à cause du froid que les sources d'énergie renouvelables.

Et la crise au Texas n'est pas restée au Texas.

Des pannes ont balayé l'Ohio, le Mississippi et d'autres États, et 2,5 millions de personnes ont été privées d'électricité dans sept États du nord du Mexique. Un tiers de la production pétrolière américaine s'est arrêtée, et les efforts de vaccination ont été interrompus dans 20 États.

Ce type de scénario impliquant une série continue de crises de l'électricité, de l'eau et des infrastructures déclenchées par des conditions météorologiques extrêmes est conforme aux avertissements d'un rapport distinct commandé par le Pentagone en 2019. Ce document allait jusqu'à avertir que l'armée américaine elle-même risquait de s'effondrer dans deux décennies sous la pression de la réponse aux urgences domestiques complexes déclenchées par le changement climatique.

Dans ce contexte, les pannes d'électricité au Texas sont un exercice de simulation des coûts élevés du maintien du statu quo, qui montre qu'il est urgent d'investir dans de véritables alternatives.

Et ensuite ?

Le plus ironique de tous est peut-être le fait que l'administration Trump avait commandé séparément des recherches qui identifient l'alternative.

Un autre rapport de 2018 publié par le Laboratoire national des énergies renouvelables (NREL) du ministère américain de l'énergie a révélé que les panneaux solaires combinés au stockage sur batterie pourraient fournir un système d'alimentation plus résilient pour se protéger des pannes que le gaz ou le diesel.

"Les générateurs diesel sont souvent considérés comme la solution par défaut pour fournir une alimentation résiliente, mais ils pourraient ne pas toujours être la solution la plus fiable ou la plus rentable", indique le

rapport. "La dépendance à l'égard du carburant traditionnel réduit la résilience d'un système énergétique, car une perturbation ou une contamination de l'approvisionnement en carburant peut entraîner des vulnérabilités". L'utilisation de l'énergie solaire pour charger le stockage d'énergie sur site offre des avantages uniques que les systèmes d'alimentation de secours traditionnels alimentés au diesel ne peuvent pas offrir. Par conséquent, la technologie solaire combinée au stockage de l'énergie est de plus en plus souvent mise en œuvre dans la conception de systèmes électriques résilients."

Le rapport conclut qu'étant donné que les conditions météorologiques extrêmes et les pannes de courant généralisées révèlent de plus en plus les limites des solutions traditionnelles, "davantage d'entreprises et de propriétaires de bâtiments sont susceptibles de considérer la valeur de la résilience et la viabilité du photovoltaïque et du stockage pour éviter les pertes liées aux pannes."

Mais cela ne s'est pas produit au Texas, où les compagnies d'électricité dépendantes des énergies fossiles ont la mainmise et ne semblent pas disposées à céder du terrain malgré les coûts horribles.

Les arguments en faveur d'une transition vers un système énergétique et électrique différent ne pourraient cependant pas être plus forts, surtout lorsque ces arguments sont corroborés par inadvertance par de multiples études de recherche du gouvernement américain commandées sous Trump.

▲ RETOUR ▲

.Vers l'interdiction rapide de posséder une voiture essence ou diesel.

Charles Sannat 31 mars 2021



Selon l'Institut Thomas More, « Huit États membres de l'UE ont signé un document à destination de la Commission européenne pressant cette dernière de fixer un calendrier précis d'interdiction progressive de ventes de voitures neuves à usage personnel fonctionnant à l'essence ou au diesel. Cette pseudo progressivité est en réalité un souhait de bannissement rapide de tous véhicules à combustion interne et leur remplacement par des voitures électriques ou à pile à combustible ».

Qu'en est-il de ces technologies dites durables aux performances incertaines ? Sont-elles en position de se substituer totalement et rapidement à celles qui ont fait leur preuve depuis de très nombreuses décennies ?

Commençons notre analyse par une considération économique. Il est notoire que le prix des véhicules électriques ou à hydrogène qui sont censées remplacer les véhicules à combustion interne précitées, est prohibitif – deux à trois fois plus élevé, voire davantage (1). La même constatation s'applique aux batteries et à l'hydrogène proprement dit, tous deux au cœur des technologies « durables » proposées. Nous verrons, ci-après, qu'elles ne sont pas aussi « vertes » que le prétendent leurs ardents défenseurs.

Il nous est bien entendu loisible d'imaginer que l'« ingéniosité » des ingénieurs parvienne rapidement à diminuer drastiquement ces coûts, à augmenter l'autonomie trop faible des voitures électriques et à réduire l'impact des basses températures sur la performance des batteries. Mais même dans ce cas, tout n'est pas résolu pour autant ! Deux difficultés majeures subsisteraient si le parc de véhicules personnels devenait très largement, voire totalement vert : la disponibilité d'infrastructures adéquates, d'une part, et les quantités suffisantes d'énergie électrique requises pour recharger les batteries des véhicules électriques et d'hydrogène pour ravitailler les voitures à pile à combustible (pour autant que cette technologie devienne suffisamment compétitive pour pénétrer le marché), d'autre part ».

Pour l'Institut Thomas More, il n'y a pas de solutions simples et faciles pour passer du tout thermique au tout électrique ou au tout hydrogène.

La réalité c'est que nous allons devoir nous passer de voiture et que de plus en plus de dirigeants veulent ni plus ni moins supprimer la voiture.

Cela va bien évidemment complètement changer notre rapport à l'occupation du territoire, puisque la mobilité sera difficile.

Les zones très désertiques le seront encore plus, et les petites villes se développeront si elles disposent d'infrastructures comme les gares.

Des gares d'ailleurs qu'il va falloir penser à en rouvrir.

Pour le reste je vous invite à lire cette tribune publiée par l'Institut Thomas More, source ci-dessous.

▲ RETOUR ▲

.De l'interdiction de vendre des véhicules neufs personnels à essence ou au diesel

Jean-Pierre Schaeken Willemaers, président du pôle Energie, Climat, Environnement de l'Institut Thomas More 16 mars 2021 • Opinion



Huit États membres de l'UE ont signé un document à destination de la Commission européenne pressant cette dernière de fixer un calendrier précis d'interdiction progressive de ventes de voitures neuves à usage personnel fonctionnant à l'essence ou au diesel. Cette pseudo progressivité est en réalité un souhait de bannissement rapide de tous véhicules à combustion interne et leur remplacement par des voitures électriques ou à pile à combustible.

Qu'en est-il de ces technologies dites durables aux performances incertaines ? Sont-elles en position de se substituer totalement et rapidement à celles qui ont fait leur preuve depuis de très nombreuses décennies ?

Commençons notre analyse par une considération économique. Il est notoire que le prix des véhicules électriques ou à hydrogène qui sont censées remplacer les véhicules à combustion interne précitées, est prohibitif – deux à trois fois plus élevé, voire davantage (1). La même constatation s'applique aux batteries et à l'hydrogène proprement dit, tous deux au cœur des technologies « durables » proposées. Nous verrons, ci-après, qu'elles ne sont pas aussi « vertes » que le prétendent leurs ardents défenseurs.

Il nous est bien entendu loisible d'imaginer que l'« ingéniosité » des ingénieurs parvienne rapidement à diminuer drastiquement ces coûts, à augmenter l'autonomie trop faible des voitures électriques et à réduire l'impact des basses températures sur la performance des batteries. Mais même dans ce cas, tout n'est pas résolu pour autant ! Deux difficultés majeures subsisteraient si le parc de véhicules personnels devenait très largement, voire totalement vert : la disponibilité d'infrastructures adéquates, d'une part, et les quantités suffisantes d'énergie électrique requises pour recharger les batteries des véhicules électriques et d'hydrogène pour ravitailler les voitures à pile à combustible (pour autant que cette technologie devienne suffisamment compétitive pour pénétrer le marché), d'autre part. Une analyse quelque peu plus approfondie est nécessaire pour mieux cerner l'amplitude du problème.

Le problème des stations de recharge électrique

Commençons par les stations de recharge électrique. Elles sont très peu nombreuses et mal distribuées sur le territoire européen, même en Allemagne pourtant à la pointe de la mobilité « verte ». Les réseaux de distribution sont à ce point lacunaires que les constructeurs, voire les entreprises qui investissent dans une flotte de voitures électriques de société, sont contraints de financer eux-mêmes les bornes de recharge pour vendre leurs voitures ou permettre à leurs employés de les utiliser, alors qu'il s'agit d'une responsabilité des pouvoirs publics. C'est une approche typique des politiques vertes : commencer par subventionner ce qui est conforme à leurs objectifs (ici, les voitures dites propres) pour éliminer plus facilement ce qui n'en fait pas partie (les voitures à essence et diesel) sans se préoccuper des conséquences de leurs décisions.

En outre, il faut prévoir les infrastructures requises pour livrer l'électricité là où elle est nécessaire. Sont concernées tant les bornes publiques parfois éloignées des réseaux de distribution existants que les bornes situées dans des garages, des parkings de centres commerciaux ou d'entreprises, pas nécessairement connectées de manière adéquate pour l'usage. Est-il bien raisonnable de précipiter le développement de la mobilité verte telle que conçue actuellement ?

Le problème de la production électrique

Quant à la production d'électricité, amputée en Belgique d'une partie de ses centrales nucléaires dès 2022 et de la totalité en 2025 (précisément au moment où elles seraient les plus nécessaires), elle ne pourra pas répondre à la demande électrique résultant de la pénétration accélérée des véhicules électriques sans de nouvelles centrales à gaz d'une capacité totale nettement supérieure à celle qui est prévue pour compenser la fermeture du nucléaire, d'autant plus que la capacité annoncée pour cette compensation est déjà très insuffisante. Un bel exemple d'incohérence : l'interdiction de voitures émettrices de gaz à effet de serre (GES) conduit à l'augmentation importante de génération d'électricité thermique émettrice de ces gaz abhorrés.

À titre d'exemple, au Royaume-Uni, en l'absence de combustible fossile et sans une forme de stockage d'énergie à très grande échelle, les énergies renouvelables devraient produire de l'ordre de 250% de la demande de pointe en hiver pour satisfaire la consommation de transport durable et de chaleur avec installation généralisée de pompes à chaleur, alors que le solaire et l'éolien généraient, en 2020, environ 25% des besoins électrique au milieu de l'été (2) !

Notons, en passant, qu'il y a peu de chance que la capacité électrique supplémentaire requise soit disponible à temps vu le nombre de milliers de mégawatts (MW) requis. Ils sont d'autant plus élevés que le nombre de bornes à recharge rapide, de 50 à 100 kilowatts (kW) selon la vitesse de recharge, est plus important. Il en résulterait que la pénétration des véhicules électriques requérant des aides financières et fiscales massives, serait fortement ralentie vu le déficit d'électricité nécessaire à la recharge des batteries.

C'est ce que confirme Akio Toyoda, le président de Toyota, en disant que si les véhicules électriques sont adoptés trop rapidement, le Japon ne disposera pas de l'énergie nécessaire pour les fréquentes recharges. C'est ce à quoi doit s'attendre le président Biden s'il met immédiatement à exécution sa volonté de remplacer la flotte de voitures gouvernementales par des véhicules électriques, c'est-à-dire 643 000 véhicules.

Outre les problèmes d'infrastructures et d'approvisionnement d'énergie électrique, la disponibilité des minerais nécessaires à la fabrication des batteries est également problématique.

Le problème des minerais nécessaires à la fabrication des batteries

Une seule batterie lithium ion de 1 000 livres contient, entre autres, environ 25 livres de lithium, 30 de cobalt, 60 de nickel, 110 de graphite et 90 de cuivre. La production globale actuelle de ces minéraux est concentrée dans un nombre limité de pays : le cobalt en République démocratique du Congo (60% de la production mondiale), le lithium en Australie et au Chili (respectivement 60% et 19%), le manganèse, en Afrique du Sud et en Australie (respectivement 30% et 17%) et le graphite naturel en Chine (68%).

La production de ces minerais clés requiert environ 90 000 livres de minerais et le déplacement d'une moyenne de 500 000 livres de terre. **La fabrication d'une seule batterie consomme une énergie équivalente à 100 barils de pétrole.** En outre, des terres rares tels que le néodyme, sont utilisées dans la fabrication des rotors des moteurs électriques (3).

Étant donné le besoin de quantités énormes de métaux dont certains sont rares, comment peut-on envisager une mobilité entièrement électrique ? Ainsi, si le Royaume-Uni remplaçait la totalité de sa flotte de véhicules par des véhicules électriques et en supposant l'utilisation de batteries les plus frugales de nouvelle génération, les trois quarts de la production mondiale de carbonate de lithium, la totalité de la production de néodyme et plus de la moitié de celle de cuivre seraient nécessaires (4).

En outre, l'extraction et le traitement des minerais contenant les métaux nécessaires au bon fonctionnement des batteries posent de graves questions éthiques. C'est le cas, par exemple, du cobalt : selon un rapport récent des Nations-Unies de nombreuses mines de cobalt, en République du Congo, emploient de très jeunes enfants sans équipements adéquats pour des tâches extrêmement dangereuses. **De même pour le lithium : l'exploitation des très grands gisements situés dans le nord du Chili, une des régions les plus désertiques du monde (désert d'Atacama), consomme de très grandes quantités d'eau au détriment des activités fermières locales (culture de quinoa et élevage de lamas).**

Enfin, il est bon de rappeler que la moitié des émissions de GES durant le cycle de vie d'un véhicule électrique provient de l'énergie consommée pour l'extraction et le traitement des minerais dont question ci-dessus. Avant son utilisation, un véhicule électrique neuf est déjà responsable d'une émission de 30 000 livres de GES, au lieu de 14 000 pour un véhicule conventionnel (5).

Le problème de l'hydrogène

Un autre type de véhicule considéré comme « propre » est celui qui utilise une pile à combustible générant de l'électricité à partir d'hydrogène, à condition toutefois que ce dernier soit « vert », c'est-à-dire que l'électrolyseur, servant à sa production, soit alimenté en électricité renouvelable. Cette technologie n'en est qu'à ses débuts. Elle

souffre de défauts similaires à ceux des voitures électriques : des prix prohibitifs pour la grande majorité des citoyens, une disponibilité incertaine, voire illusoire, d'hydrogène en quantités suffisantes à des prix compétitifs, un déficit temporel de stations de remplissage en nombre suffisant sur tout le territoire et l'utilisation de métaux rares.

L'hydrogène présente des risques spécifiques : une propension à s'échapper à travers des parois étanches à l'eau et aux gaz, facilitée par sa basse viscosité et son faible poids moléculaire ; un danger d'explosion et d'incendie dû à son extrême inflammabilité ; la fragilisation des métaux et des alliages par altération de leurs propriétés mécaniques ; des réactions explosives en présence de quelques molécules dans des conditions spécifiques (lumière, chaleur, énergie dégagée par des turbulences).

Ces propriétés font de l'hydrogène une des substances les plus dangereuses à manipuler. Dans un environnement industriel, cela ne pose pas de problème majeur, du fait le professionnalisme des opérateurs et les normes de sûreté et de sécurité spécifiques mises en place. Mais la situation est fort différente lorsqu'il s'agit de véhicules à hydrogène et de stations-service : il n'y a pas de réglementations aussi strictes, de protocoles aussi rigoureux pas plus que de formations professionnelles. Peut-on négliger de prendre en considération cette réalité avant de se lancer dans une production massive de voitures à hydrogène ?

Il n'en reste pas moins que de nombreux constructeurs européens, américains et asiatiques se sont lancés dans le développement de ce type de voiture. Plusieurs voitures à pile à combustible sont déjà arrivées au stade de la commercialisation, dont la Toyota Mirai à pile à combustible (154 chevaux) et la sud-coréenne Nexo de Hyundai. Toutes deux ont une grande autonomie et sont à recharge rapide à la différence des véhicules électriques.

Le déploiement de cette technologie requiert des aides financières publiques (donc à charge des contribuables) très importantes, voire excessives, pour convaincre les automobilistes de se convertir à la mobilité « durable », entre autres : les primes à l'achat et à la casse, les bonus écologiques et les réductions de la TVA. Vu qu'on est au début d'un processus, il est vraisemblable que cette contribution publique durera de nombreuses années.

Ces dépenses considérables aboutiront-elles à une technologie compétitive et performante et permettront-elles une production de masse ? La mobilité à partir d'hydrogène sera-t-elle rentable ? L'industrie de la voiture électrique se développera-t-elle comme l'espèrent leurs promoteurs ? Quid de la disponibilité des matériaux et de l'énergie en cas de production massive ? Dans quelle mesure le marché européen dépendra-t-il de fournisseurs asiatiques, avec quels risques ? Les deux systèmes de propulsion peuvent-ils coexister ? L'un ne va-t-il pas déplacer l'autre ? Beaucoup de questions (discutées dans cet article), autant d'incertitudes.

Dès lors, est-il bien raisonnable de précipiter le développement de la mobilité verte telle que conçue actuellement ?

Notes •

(1) A titre d'exemple, le prix de la Toyota Mirai (voiture à hydrogène de 154 ch) est de 79 900 euros. Elle n'a été acquise que par quelque 800 automobilistes en Europe et 11 000 dans le monde. Si les prix restaient très élevés, seuls ceux pouvant s'offrir cette technologie, c'est-à-dire les plus riches, bénéficieraient des subventions et autres avantages associés à de tels achats.

(2) Michael Kelly, *Electrifying the UK, and the want of engineering*, The Global Warming Policy Foundation, mai 2020, [disponible ici](#).

(3) Mark Mills, *Mines, Minerals, and « Green » energy: A Reality Check*, Manhattan Institute, juillet 2020, [disponible ici](#).

(4) Michael Kelly, *Electrifying the UK, and the want of engineering*, op. cit.

(5) Troy R. Hawkins, Bhawna Singh, Guillaume Majeau-Bettez, Anders Hammer Strømman, « Comparative Environmental Life Cycle Assessment of Conventional and Electric Vehicles », *Journal of Industrial Ecology*, Volume 17, Issue 1, février 2013, [disponible ici](#).

.La conquête de Mars, une utopie dévastatrice

Par [biosphere](#) 31 mars 2021



Quelle est cette époque qui ne sait pas distinguer entre la réalité présente et une construction virtuelle ? On cultive l'impossible, l'imaginaire, la fiction, alors qu'il n'y qu'une réalité bien terrestre. **L'Antarctique est plus accueillant que la Lune ou Mars, pourtant personne n'envisage d'y construire une nouvelle civilisation.**

[Arnaud Saint-Martin](#) nous explique : « A la faveur de la multiplication des projets de mission extraterrestre refleurissent l'idée de villes dans l'espace. Pourtant, dans les villes sur Terre, l'avenir n'est pas toujours aussi radieux, a fortiori à l'ère des pandémies et de l'urgence climatique. Ce qui frappe dans ces projets grandioses, c'est l'absence de délibération quant à leur viabilité et leur pertinence. On étoufferait sur la Planète rouge, mais il se trouve pourtant des milliers de passionnés pour rêver d'y habiter. La confiance dans la technologie et l'adaptabilité humaines se veut l'antithèse du pessimisme du mouvement environnemental. Qu'il s'agisse des [projections martiennes d'Elon Musk](#) ou des fictions de villes orbitales [de Jeff Bezos](#), les élus de l'aventure cosmique ne sont pourtant que des citoyens ordinaires. [Le projet Biosphere 2](#) est souvent cité. La vie organisée sous un dôme dans le désert d'Arizona entre 1991 et 1994 atteste pourtant de la difficulté d'un confinement en proie aux conflits interpersonnels. Les termes du contrat que doivent signer les abonnés à Starlink décrètent de façon unilatérale que Mars est une « planète libre, et qu'aucun gouvernement basé sur Terre n'a d'autorité ou de souveraineté sur les activités martiennes. »

Ce plaidoyer libertarien, à savoir retour aux principes d'autonomie comme au temps du Far West, laisse deviner le genre de gouvernement que les *space cowboys* de l'entreprise fantasment depuis le Texas. L'expérience historique montre qu'une colonisation n'est jamais une bonne chose, les Comanches en savent quelque chose. Nous avons aujourd'hui assez à faire pour essayer d'arrêter de mettre cette planète Terre au pillage sans rêver de faire de même dans l'espace.

▲ RETOUR ▲

**.Le vélo est dix fois plus efficace que la voiture électrique pour
atteindre la ville zéro carbone**



À l'échelle mondiale, seule une nouvelle voiture sur 50 sera entièrement électrique en 2020, et une sur 14 au Royaume-Uni. Cela semble impressionnant, mais même si toutes les nouvelles voitures étaient électriques maintenant, il faudrait encore 15 à 20 ans pour remplacer le parc automobile mondial alimenté par des combustibles fossiles.

Les économies d'émissions résultant du remplacement de tous ces moteurs à combustion interne par des alternatives sans carbone ne seront pas assez rapides pour faire la différence nécessaire dans le temps qui nous est imparti : les cinq prochaines années. Pour s'attaquer aux crises du climat et de la pollution atmosphérique, il faut réduire au plus vite tous les transports motorisés, en particulier les voitures particulières. En se concentrant uniquement sur les véhicules électriques, on ralentit la course vers le zéro émission.

Cela s'explique en partie par le fait que **les voitures électriques ne sont pas vraiment zéro carbone** : l'extraction des matières premières pour leurs batteries, leur fabrication et la production de l'électricité nécessaire à leur fonctionnement produisent des émissions.

Le transport est l'un des secteurs les plus difficiles à décarboner en raison de sa forte consommation de combustibles fossiles, de sa dépendance à l'égard d'infrastructures à forte intensité de carbone (routes, aéroports et véhicules eux-mêmes) et de la manière dont il intègre des modes de vie dépendants de la voiture. L'un des moyens de réduire les émissions liées au transport relativement rapidement, et potentiellement à l'échelle mondiale, consiste à troquer les voitures contre le vélo, le vélo électrique et la marche à pied, c'est-à-dire *les déplacements actifs*, comme on les appelle.

Les déplacements actifs sont moins chers, plus sains, meilleurs pour l'environnement et ne ralentissent pas les rues urbaines encombrées. Mais combien de carbone peuvent-ils économiser au quotidien ? Et quel est son rôle dans la réduction des émissions dues aux transports en général ?

Dans une nouvelle étude, mes collègues et moi-même révélons que les personnes qui se déplacent à pied ou à vélo ont une empreinte carbone plus faible dans leurs déplacements quotidiens, y compris dans les villes où beaucoup de gens le font déjà. Bien que la marche à pied et le vélo s'ajoutent parfois aux déplacements motorisés au lieu de les remplacer, un plus grand nombre de personnes optant pour les déplacements actifs permettrait de réduire les émissions de carbone dues aux transports sur une base quotidienne et voyage par voyage.

La différence d'un trajet

Nous avons observé environ 4 000 personnes vivant à Londres, Anvers, Barcelone, Vienne, Örebro, Rome et Zurich. Sur une période de deux ans, nos participants ont rempli 10 000 carnets de voyage qui ont servi à enregistrer tous les déplacements qu'ils effectuaient chaque jour, qu'il s'agisse de se rendre au travail en train, d'emmener les enfants à l'école en voiture ou de prendre le bus en ville. Pour chaque trajet, nous avons calculé l'empreinte carbone.

Il est frappant de constater que les personnes qui se déplaçaient quotidiennement à vélo émettaient 84 % moins de carbone que les autres.

Nous avons également constaté que la personne moyenne qui passait de la voiture au vélo un seul jour par semaine réduisait son empreinte carbone de 3,2 kg de CO₂, soit l'équivalent des émissions produites par une voiture parcourant 10 km, une portion d'agneau ou de chocolat, ou l'envoi de 800 courriels.

Lorsque nous avons comparé le cycle de vie de chaque mode de déplacement, en tenant compte du carbone généré par la fabrication du véhicule, son alimentation en carburant et son élimination, nous avons constaté que les émissions du vélo peuvent être plus de 30 fois inférieures pour chaque trajet à celles d'une voiture à carburant fossile, et environ dix fois inférieures à celles d'une voiture électrique.

Nous estimons également que les citoyens qui sont passés de la voiture au vélo pour un seul déplacement par jour ont réduit leur empreinte carbone d'environ une demi-tonne de CO₂ sur une année, et économisent l'équivalent des émissions d'un vol aller simple Londres-New York. Si seulement un citoyen sur cinq modifiait de façon permanente son comportement en matière de déplacements de cette manière au cours des prochaines années, nous estimons que cela réduirait les émissions de tous les déplacements en voiture en Europe d'environ 8 %. Près de la moitié de la baisse des émissions quotidiennes de carbone lors des confinements mondiaux en 2020 provient de la réduction des émissions liées aux transports. La pandémie a obligé les pays du monde entier à s'adapter pour réduire la propagation du virus. Au Royaume-Uni, la marche et le vélo ont été les grands gagnants, avec une augmentation de 20 % du nombre de personnes marchant régulièrement et une augmentation du nombre de cyclistes de 9 % en semaine et de 58 % le week-end par rapport aux niveaux d'avant la pandémie. Et ce, bien que les cyclistes soient très souvent amenés à travailler à domicile.

Les déplacements actifs ont offert une alternative à la voiture tout en préservant la distance sociale. Ils ont permis aux gens de rester en sécurité pendant la pandémie et pourraient contribuer à réduire les émissions lorsque le confinement est allégé, d'autant que les prix élevés de certains véhicules électriques risquent de décourager de nombreux acheteurs potentiels pour le moment.

La course est donc lancée. Les déplacements actifs peuvent contribuer à la lutte contre l'urgence climatique plus tôt que les véhicules électriques, tout en offrant des moyens de transport abordables, fiables, propres, sains et permettant de réduire les embouteillages.

▲ RETOUR ▲

.GAME OVER...

31 Mars 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

Bon, vous pouvez me dire que je suis génial. Si,si,si,si...

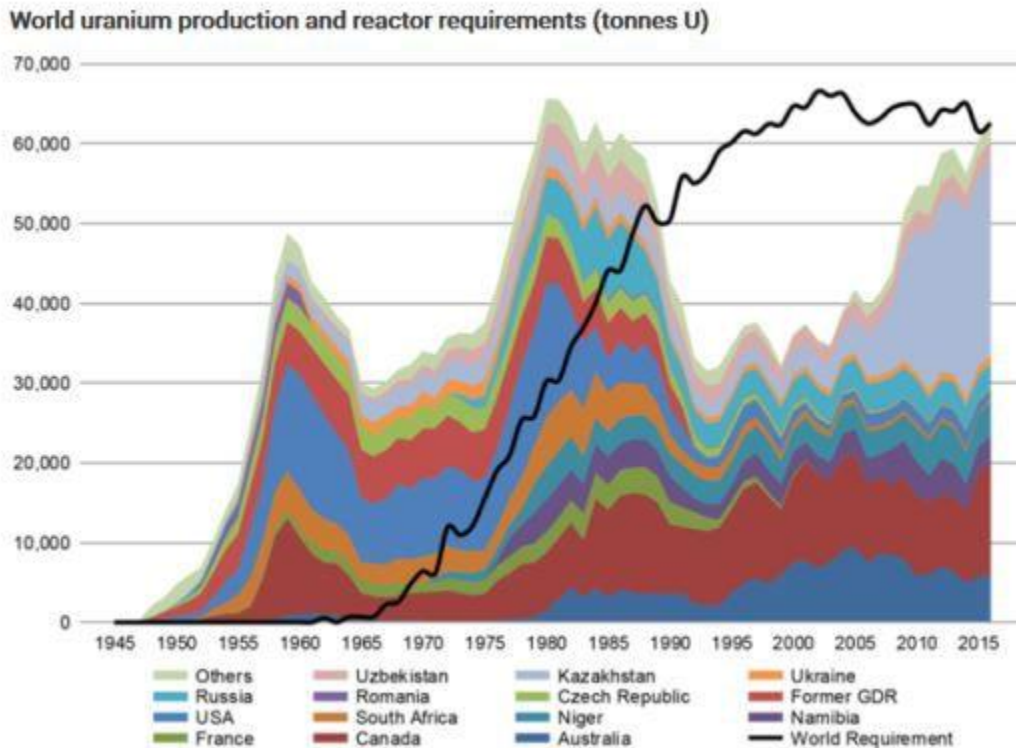
Le Niger va fermer une [mine d'uranium](#). Quel est le bredin qui a dit que c'était pour sauver la planète ???

"Les mines seraient moins rentables depuis la chute des cours de l'uranium suite à la catastrophe nucléaire de Fukushima et la Compagnie minière d'Akouta (Cominak), qui fut jusqu'à ce jour la deuxième plus grosse exploitation d'uranium du Niger, ferme."

Bon, pourtant, aux dernières nouvelles, il y a toujours déficit de la production mondiale, et une consommation d'uranium nettement supérieure à la production.

On comprend mieux aussi le baston dans la zone sahélienne avec les-terroristes-qui-nous-en-veulent.

Après une couverture des besoins à 98 % (2015), on est redescendu à un taux, en 2019, de 79 %. A une époque, on était tombé sous les 50 %.



Donc, la production d'électricité nucléaire a été sauvé par Fukushima et le démarrage des mines kazakhs. Fukushima a entraîné la fin du nucléaire nippon, et par ricochet, allemand. Des très mauvaises langues disent que le tremblement de terre et tsunami ne furent pas naturels.

"[Les militants qui préconisent](#) une plus grande utilisation de l'énergie nucléaire pour remplacer les carburants fossiles et réduire les émissions de CO2 entretiennent donc des espoirs irréalistes, qui ne tiennent pas compte des réalités du pic uranifère."

On peut aussi s'attendre à ce qu'il n'y ait aucune flambée des prix, pour une bonne raison, il n'y a pas de marché de l'uranium. Les producteurs et les consommateurs sont rares, sur des contrats à long terme, et les producteurs sont piégés soit par l'endettement, soit parce que les mines sont une ressource tellement importante pour leurs petits pays, qu'il faut qu'ils vendent absolument, ceux qui ne sont pas dans cette optique, ferment les mines.

[C'est le cas canadien.](#)

Le problème, c'est un prix de vente insuffisant pour couvrir un coût de production de plus en plus prohibitif, et cela disqualifie automatiquement les gisements qui se situent dans les pays où cette production a peu d'importance économique.

[Bassin permien](#) : bien qu'il ait atteint, il y a peu, le titre de plus grand gisement mondial, il a, lui aussi entamé son déclin irréversible.

Donc, grâce à une lecture quotidienne et assidue de ce blog, vous pourrez briller en compagnie, même (et peut être surtout !) en racontant des histoires de papier chiotte.

[▲ RETOUR ▲](#)



.Crise économique ! 1.6 million de jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation !!

Charles Sannat 31 mars 2021



C'est un chiffre terrible qui montre la profondeur des impacts liés à la crise du Covid.

Plus de 1,6 million de jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation en 2020.

On les appelait autrefois les décrocheurs.

Dans mon petit coin on les appelle les « invisibles » et certains sont à leur recherche pour les aider et leur proposer des parcours d'insertion.

« Après avoir baissé continûment depuis 2015, le nombre de 15-29 ans qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation a recommencé à progresser en 2020, sous l'effet de la crise sanitaire.

Certains ont continué leurs études pour ne pas subir la malédiction d'une entrée sur le marché du travail en plein marasme. D'autres ont trouvé un emploi malgré tout. C'est d'ailleurs tout l'objet de l'aide à l'embauche instaurée par le gouvernement.

Mais tous les jeunes n'ont pas eu cette chance, tant s'en faut. Une étude publiée vendredi par l'Insee montre que la crise a provoqué une augmentation de la part des jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET) ».

Le gouvernement a lancé une aide pour les apprentis, et c'est une excellente aide, même si elle met beaucoup de temps à être versée elle est conséquente et c'est un programme réussi qui a permis l'embauche malgré la crise de très nombreux jeunes. C'est rare que ce gouvernement réussisse quelque chose, mais là c'est le cas et l'honnêteté intellectuelle me conduit à le dire.

Pour autant ce n'est évidemment pas suffisant.

D'autres programmes suivront, et le gouvernement y travaille, tout en sachant qu'il est opposé à un RSA jeune. C'est assez logique. Ce n'est pas de l'assistanat qu'il faut proposer à nos enfants, mais de l'ambition, de la dignité et de l'autonomie. Cela passe par le fait de proposer du travail, quitte à le subventionner ou à en inventer (je pense à tout ce dont on a besoin mais qui n'est pas rentable comme tenir la cuillère d'un ancien lors d'un repas dans une maison de retraite) et par un effort sans précédent en formation.

▲ RETOUR ▲

Jerome Powell & Christine Lagarde: « Tout le système fuit telle une passoire et nous luttons pour le maintenir à flot ! »

Source: [or.fr](https://www.ort.fr) 31 mars 2021

Voici une déclaration conjointe de Christine Lagarde (BCE) et Jérôme Powell (Fed) lors d'une **réunion secrète du G7** à laquelle ont participé tous les dirigeants et chefs des finances des sept pays, du FMI et de la BRI:

« Le système financier est au bord de l'effondrement depuis septembre 2019, date à laquelle nous avons lancé les opérations de Repos et QE. Depuis, la situation n'a fait qu'empirer. Le coronavirus nous a frappé à un moment où le système bancaire était au bord de l'effondrement.

Nous avons eu beaucoup de difficultés à sauver les banques et maintenant, nous devons sauver les grandes sociétés, les petites entreprises, les particuliers, les municipalités, les États, l'État fédéral et ce, en plus du sauvetage d'un système financier qui se détériore de jour en jour. Tout le système fuit comme une passoire et nous luttons pour le maintenir à flot.

Heureusement, les planches à billets nous aident à faire tourner le système, juste assez. Notre grande crainte est que le marché se rende compte que cette monnaie imprimée n'a aucune valeur. C'est le cas, bien sûr, mais nous pouvons le dire à personne. Si le monde en prend conscience un jour, le système financier pourrait rapidement imploser. Et nous serions totalement impuissants pour arrêter cela... »

Le monde se trouve aujourd'hui dans cette situation. Le système financier est au bord de l'implosion. Une petite fissure pourrait entraîner l'ensemble du système dans un trou noir.

Il suffirait d'une deuxième vague de Covid-19 ou d'une faillite bancaire pour déclencher une implosion des marchés de la dette et de l'ensemble du système.

Le monde était dans une situation similaire en 2008, mais aujourd'hui, avec plus de 100 000 milliards \$ de dettes et des milliers de milliards \$ de produits dérivés supplémentaires, ainsi qu'une économie mondiale en désintégration – le risque est désormais exponentiellement plus grand.

Les créances douteuses dans le système financier augmentent chaque minute, la plupart des emprunteurs subissant de fortes pressions financières. Il suffit de regarder le tableau ci-dessous pour voir comment les créances douteuses suivent le chômage. Les banques ne l'ont pas encore signalé, mais nous le verrons au cours des deux prochains trimestres.

▲ RETOUR ▲

« Ces communes de France en quasi-faillite ! »

par [Charles Sannat](#) | 31 Mars 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

C'est un article de la Nouvelle-République envoyé par l'un de nos camarades sur ma messagerie qui titre « Saint-Pierre-des-Corps surendettée ? Le maire demande l'aide de la chambre des comptes ».

« Ce lundi à 11 h 30, Emmanuel François, le maire de Saint-Pierre-des-Corps, a tenu une conférence de presse pour expliquer son incapacité à présenter un budget à l'équilibre. Il alerte sur l'état des finances de la ville.

L'heure est grave, ce lundi matin, à la mairie de Saint-Pierre-des-Corps. En cette veille de vote du budget par le conseil municipal, le maire Emmanuel François a convoqué la presse, pour annoncer qu'il présentera un budget en déséquilibre, avec un déficit de 92 000 € en fonctionnement, ce mardi à 9 h. Ce qui est illégal. Ce fait rare déclencherait une procédure pouvant conduire à une mise sous tutelle financière de la ville par la chambre régionale des comptes.

Une dette de 19,3 M€

« La ville est aujourd'hui endettée à hauteur de 19,3 M€, annonce le maire. Mais l'important, c'est la capacité à rembourser. On ne l'a plus car on ne dégage plus de bénéfices suffisants. D'une capacité de remboursement de 6,6 ans en 2017, nous sommes passés à plus de 15 ans. » Le déficit de fonctionnement s'élève à près de 743 000 € selon le compte administratif de 2020. Le maire évoque « une opacité budgétaire qui cachait la vérité sur les difficultés financières réelles de la ville. »

Cette situation n'est pas propre à cette commune, en effet, de très nombreuses communes sont peu ou mal gérées, pour de multiples raisons pas toujours imputables aux élus locaux, mais ces derniers ne sont pas non plus toujours irréprochables, au contraire.

Totems symboliques, « grands travaux » locaux, égo démesuré, parfois conflit d'intérêt ou prise illégale d'intérêt, il y a de nombreux abus pas toujours facilement traitables en justice.

Et puis, il y a les difficultés économiques générales, les baisses des dotations, les transferts plus ou moins obligés vers les interco de nouveaux machins qui n'ont jamais fait baisser les coûts de fonctionnement de nos structures locales.

Tout ceci est masqué par une relative hypocrisie de l'ensemble des acteurs.

Les mairies font semblant d'équilibrer des budgets puisque ne pas le faire est illégal et déclenche l'intervention de la chambre régionale des comptes, et les vérificateurs font semblant de croire à la sincérité des budgets présentés.

La créativité comptable est une réalité, pour certains c'est même devenu un art. Demandez à Goldman Sachs qui avait permis à la Grèce de maquiller ses comptes.

« Dans un rapport de 2018, la chambre régionale des comptes avait déjà noté que la ville était en retard au niveau des investissements, par rapport aux autres communes de la strate. Elle mentionnait « des charges structurelles élevées », avec des « dépenses de personnel élevées, en partie du fait des services proposés à la population ». Elle proposait alors d'agir sur différents leviers dont « les intérêts de la dette ou les dépenses de personnel. »

Notre fonds de roulement est de 4 jours, quand il est de 4 mois pour les autres communes« .

Y'a plus d'sous nulle part !

Ce qui est impressionnant dans l'effondrement en cours de notre pays, c'est que tout est en train de se déliter. Les communes n'ont plus sous, les hôpitaux n'ont plus de sous, les armées sont indigentes, je ne vous parle même pas de l'état de nos commissariats, ou de l'école en général. Partout, tout tombe en pièces et pourtant jamais les prélèvements fiscaux n'ont été aussi importants rapportés au PIB.

La ponction est majeure. Le service rendu inexistant.

Terrible.

La crise économique liée au Covid va laisser des traces durables notamment sur les finances des structures les plus petites que sont les communes.

L'État devra finir par intervenir et par aider aussi... les villes de France, que vous allez découvrir un jour dans de grandes difficultés financières. Ce jour approche.

Seule une gestion au cordeau des villes peut inverser la tendance, comme cela a été fait en Allemagne il y a 10 ans. Les piscines étaient fermées, les fontaines à l'arrêt etc.

En Allemagne quand il n'y a plus de sous, il n'y en a plus.

En France, quand il n'y en a plus, il y en a encore, même si on ne les a pas...

On les invente.

On les emprunte.

Jusqu'à la catastrophe finale.

Restez à l'écoute.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

.Désaméricanisation. Accord Chine-Iran.

L'accord signé entre la Chine et l'Iran est historique également par son montant, puisqu'il stipule que Pékin va investir 400 milliards de dollars en Iran sur 25 ans ! Bon, rapporté à l'année cela ne fait « que » 16 milliards de dollars par an, mais pour Téhéran, isolé, sous sanctions internationales, c'est évidemment énorme, c'est une sacrée bouée d'oxygène.

La Chine se fiche comme d'une guigne des sanctions imposées par les Etats-Unis au reste du monde et à l'Europe en particulier.

La Chine est l'usine du monde, et l'usine de l'Amérique.

Elle considère que les USA ont besoin d'elle, ce qui n'est pas faux.

Trump voulait démondialiser.

Biden est hésitant. Le reste de son mandat nous renseignera sur ses intentions mais pour le moment c'est le retour de la mondialisation-comme-avant.

Alors, la Chine avance.

Et quand la Chine avance, les Etats-Unis reculent. C'est la logique des vases communicants.

Charles SANNAT

Accord Chine-Iran: «c'est un pied de nez aux Occidentaux»

Suite à la visite du chef de la diplomatie chinoise Wang Yi à Téhéran, la Chine et l'Iran ont conclu un accord commercial pour une durée de 25ans. Ce partenariat confirme les bonnes relations et s'inscrit dans une volonté d'indépendance à l'égard de l'Occident, estime Thierry Coville, directeur de recherche à l'IRIS et spécialiste de l'Iran.

À défaut de pouvoir commercer avec l'Occident, l'Iran se rapproche de la Chine. Lors de sa tournée au Moyen-Orient, le ministre chinois des Affaires étrangères, s'est entretenu le 27 mars avec son homologue iranien. Au cours de cet échange, les deux pays ont conclu un accord historique de coopération, qui doit courir sur 25 ans. Ce partenariat comporte aussi bien un volet militaire que commercial.

Le chef de la diplomatie iranienne Mohammad Javad Zarif s'est félicité de la signature de ce traité sur son compte Twitter: «Un excellent échange sur l'expansion de la coopération mondiale, régionale et bilatérale dans le cadre de notre partenariat stratégique global.» Dans un communiqué officiel commun, Pékin et Téhéran ont rappelé l'importance «de coopérer et avoir des investissements réciproques dans différents domaines, notamment les transports, les ports, l'énergie, l'industrie et les services.» Selon Thierry Coville, directeur de recherche à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS) et spécialiste de l'Iran, la signature de ce pacte était prévisible.

«Cela fait plusieurs mois que l'Iran et la Chine négocient. En juillet dernier déjà, ils avaient annoncé avoir trouvé un accord. Aujourd'hui, ce n'est ni plus ni moins que la confirmation des excellentes relations sino-iraniennes», souligne-t-il au micro de Sputnik.

En effet, le deal est sur la table depuis la visite du Président chinois Xi Jinping à Téhéran en 2016. En juillet 2020, les deux pays avaient annoncé une coopération sur 25 ans, mais «on n'était pas au bout des procédures. Aujourd'hui, on attend que le document soit ratifié par le parlement iranien, chose qui ne devrait pas tarder», estime le chercheur de l'IRIS.

En juillet dernier, l'ayatollah Khamenei, guide suprême de la Révolution islamique, avait déclaré que «le gouvernement et le peuple iraniens cherchent, comme ils l'ont toujours fait, à élargir leurs relations avec des pays indépendants et fiables tels que la Chine.» Cet accord répond à la logique commerciale chinoise du «gagnant-gagnant», mais également à l'inflexion donnée par Ali Khamenei, consistant à se rapprocher des partenaires asiatiques.

Pékin va investir 400 milliards de dollars

Si ce partenariat est stratégique pour la Chine en vue de la réalisation de son projet des nouvelles routes de la soie, il semble être aussi important pour la République islamique d'Iran. Soumise au durcissement des sanctions économiques depuis 2018, l'économie iranienne est exsangue. Par l'intermédiaire de l'extraterritorialité du droit américain, l'Administration de Donald Trump a su empêcher les autres pays de commercer avec l'Iran. Face à ce quasi-embargo, l'Iran perçoit cet accord avec la Chine comme «une première étape d'une avancée économique majeure», estime Thierry Coville.

«La Chine est déjà un partenaire économique et militaire important de l'Iran, elle est même devenue le premier partenaire commercial de l'Iran. Pékin va investir dans les infrastructures, dans l'énergie, dans le transport, mais également dans le militaire.»

L'arrangement stipule que Pékin va investir 400 milliards de dollars en Iran sur 25 ans. À ce titre, Thierry Coville rappelle qu'il y a une «corrélation entre la baisse des exportations européennes et la hausse des exportations chinoises en direction de l'Iran depuis les années 2000.» Ceci s'explique entre autres par l'effet dissuasif des sanctions américaines à l'égard des entreprises européennes qui voudraient commercer avec l'Iran.

Téhéran desserre l'étau occidental

Au cours de l'année dernière, les exportations iraniennes vers la Chine étaient de 8,9 milliards de dollars, tandis que les importations en provenance de la Chine atteignaient 9,7 milliards de dollars. «nous remercions la Chine pour ses positions et actions appréciables en ces temps de sanctions cruelles contre l'Iran», déclarait le chef de la diplomatie iranienne. En effet, leurs échanges bilatéraux ont diminué depuis 2018 et ont été impactés par les sanctions américaines:

«L'Iran n'arrive pas à vendre son pétrole. Et d'ailleurs, la Chine elle-même a dû réduire ses achats de pétrole à l'Iran sous l'impact des sanctions. Or, depuis l'arrivée de Joe Biden, la Chine importe plus de gaz et de pétrole iranien», explique le spécialiste des questions iraniennes.

Ce partenariat sino-iranien permet de fait d'une pierre deux coups pour Téhéran et pour Pékin. En le paraphant, les deux pays se servent l'un de l'autre. La Chine pour asseoir son projet commercial et l'Iran pour tenter de sortir de l'asphyxie des sanctions occidentales. De plus, ce rapprochement sert également «des intérêts géopolitiques et conjoncturels bien précis», ajoute le chercheur de l'IRIS.

La signature du document d'entente bilatérale intervient en effet dans un contexte géopolitique tendu entre la Chine et les États-Unis. Depuis plusieurs semaines, Pékin est au cœur des critiques occidentales sur la problématique des Ouïghours. Au cours d'un échange avec le Président chinois, Joe Biden a récemment déclaré: «tant que vous et votre pays continuerez à violer de manière aussi flagrante les droits de l'homme, nous continuerons de manière implacable de le porter à l'attention du monde.» Une pression que fait baisser l'entente entre Pékin et Téhéran: ainsi, le locataire de la Maison-Blanche a-t-il souligné son inquiétude et sa préoccupation face à ce partenariat.

Pékin et Téhéran face au «gendarme du monde

De fait, cet accord sino-iranien participe également à la mise en place d'un «discours anti-américain», estime Thierry Coville. Pékin et Téhéran partagent la même opinion à l'égard de Washington. Du côté iranien, «c'est un message clair d'indépendance», note notre interlocuteur.

«Les Iraniens sont tout simplement en train de dire aux Européens et aux Américains: “nous ne sommes pas dépendants de vous”. C'est un pied de nez à Occident. L'Iran veut diversifier ses partenaires commerciaux et ne

pas être dans une dépendance occidentale.»

Pourtant, les Iraniens avaient attendu avant de signer cet accord, rappelle le chercheur de l'IRIS: «il y avait une préférence des industriels iraniens à traiter avec les Européens, mais les progrès de la Chine sont immenses et aujourd'hui elle prend la place prévue pour des Occidentaux.»

Thierry Kellner, auteur de nombreuses études portant sur la politique étrangère chinoise et la politique étrangère de l'Iran, rappelle qu'historiquement, les Iraniens sont davantage tournés vers l'Europe et que «la Chine est plus un choix par défaut».

Néanmoins, Thierry Coville nuance l'impact de ce partenariat sur les futures négociations sur le nucléaire iranien.

«Il y a un effet d'annonce avec ce partenariat. Tous les diplomates occidentaux avaient connaissance de cet accord. L'Iran ne va pas se passer des Chinois sous prétexte qu'il veut une ouverture avec l'Occident. L'un n'empêche pas l'autre, les Iraniens sont dans une logique d'ouverture à l'Est comme à l'Ouest.»

En effet, conclut-il, «indépendamment de ce rapprochement avec la Chine, les Iraniens ne vont pas attendre que les Occidentaux changent d'avis pour développer leur économie.»

Agence de presse russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

▲ RETOUR ▲



.Contrôle de la courbe de rendement : Bulles et stagnation

Daniel Lacalle 31 mars 2021



Les banques centrales ne gèrent pas le risque, elles le déguisent. Vous savez que vous vivez dans une bulle lorsqu'un léger rebond des rendements des obligations souveraines génère une réaction de panique immédiate de la part des banques centrales qui tentent d'empêcher ces rendements d'augmenter davantage. C'est d'autant plus évident lorsque la prétendue envolée des rendements survient après des années de dépression artificielle de ces derniers par des taux négatifs et des achats d'actifs.

Il est effrayant de lire que la Banque centrale européenne va mettre en œuvre davantage d'achats d'actifs pour contrôler un léger mouvement des rendements qui laisse encore les obligations des émetteurs souverains avec des taux d'intérêt nominaux et réels négatifs. Il est encore plus effrayant de voir que les participants au marché

saluent la décision de déguiser le risque avec encore plus de liquidités. Personne ne semblait se plaindre du fait que des émetteurs souverains ayant des problèmes de solvabilité alarmants émettaient des obligations à rendement négatif. Personne n'a semblé s'inquiéter du fait que la Banque centrale européenne a acheté plus de 100 % des émissions nettes des États de la zone euro. Ce qui montre dans quelle bulle nous vivons, c'est que les acteurs du marché trouvent logique de voir une banque centrale prendre des mesures agressives pour empêcher les rendements obligataires de monter ... à 0,3 % en Espagne ou 0,6 % en Italie.

C'est la preuve d'une bulle massive.

Si la Banque centrale européenne n'était pas là pour racheter toutes les émissions souveraines de la zone euro, quel rendement les investisseurs exigeraient-ils pour l'Espagne, l'Italie ou le Portugal ? Trois, quatre, cinq fois le niveau actuel du taux à dix ans ? Probablement. C'est pourquoi les banques centrales développées sont piégées dans leur propre politique. Elles ne peuvent faire allusion à une normalisation, même lorsque l'économie se redresse fortement et que l'inflation augmente.

Les acteurs du marché peuvent se réjouir en pensant que ces actions vont faire grimper les actions et les actifs à risque, mais elles rendent les cycles économiques plus faibles, plus courts et plus abrupts.

Les banques centrales ont épuisé des outils comme le rachat d'obligations et la réduction des taux, les rendements décroissants sont évidents. Elles se tournent maintenant vers le Japon, entre tous, pour envisager des politiques de contrôle de la courbe des taux.

De nombreux articles saluent la stratégie de contrôle de la courbe de la Banque du Japon comme un grand succès. Elle est parvenue à maintenir les rendements obligataires à l'intérieur d'une fourchette étroite autour de 0 %, depuis qu'elle a adopté sa politique de contrôle de la courbe des taux (YCC) en 2016.

Cependant, tout cela n'a fait que masquer le risque et conduire l'économie à une stagnation massivement endettée.

Pourquoi ? La banque centrale applique des changements constants dans ses achats d'obligations souveraines de différentes échéances pour éviter que la courbe des taux ne s'accroisse et que les rendements obligataires ne dépassent un certain niveau, ce qui pourrait provoquer une crise économique lorsque le risk-off prend le dessus.

Cette théorie repose sur une vision profondément erronée des marchés. Le YCC ne réduit pas le risque de crise, il le masque simplement en manipulant le prix des obligations souveraines, l'actif supposé le moins risqué. Ainsi, les participants au marché prennent toujours beaucoup plus de risques que ce qu'ils veulent ou devraient, car le prix du risque et la forme de la courbe sont gérés artificiellement par la banque centrale.

L'idée qui sous-tend la CCJ est que les épargnants cesseront d'acheter ou de vendre des obligations souveraines lorsqu'ils percevront que le cycle économique est en train de changer, et que les fonds des investisseurs seront dirigés vers le financement de l'économie productive et mis à contribution pour investir dans l'industrie et fournir des crédits aux ménages. Cependant, cela ne se produit pas. Les acteurs du marché savent que la forme de la courbe des taux est manipulée et que le risque est caché, de sorte que la plupart des fonds vont vers des actifs liquides à court terme et vers le refinancement d'entreprises zombies déjà très endettées. La surcapacité se perpétue, l'inflation des actifs risqués s'envole, ceux qui sont déjà endettés sont refinancés éternellement et les taux d'intérêt bas poussent les liquidités élevées vers les parties les moins productives de l'économie. Ce n'est pas une coïncidence si le nombre d'entreprises zombies a explosé au cours de la période de mise en œuvre du YCC. C'est encore moins une coïncidence que la dette improductive ait explosé.

Permettre aux taux de s'ajuster à la réalité par le biais du flottement libre serait plus efficace pour transférer des liquidités vers les segments productifs de l'économie et renforcer la reprise. Cela réduirait également l'incitation des gouvernements à trop dépenser. Les banques centrales affirment qu'elles ne réduisent pas les taux mais

qu'elles suivent simplement les demandes du marché. Si c'est le cas, laissez-les flotter librement. Mais elles ne le feront pas.

Le YCC sera probablement mis en œuvre ouvertement par la BCE et la Réserve fédérale, mais il est déjà en place de facto. Il ne résoudra rien. Elle ne fera qu'accroître les bulles et affaiblir l'économie. Tout comme au Japon, elle n'empêchera pas une crise et ne préparera pas mieux l'économie à y faire face, elle ne conduira pas non plus à des reprises économiques plus fortes. La seule chose que fait le YCC est de perpétuer les dépenses publiques gonflées et de zombifier l'économie au détriment des salaires réels et des secteurs productifs. Une fois que le YCC aura échoué, comme tous les autres outils de répression financière, les banques centrales et les gouvernements diront que cela n'a pas marché parce qu'ils n'en ont pas fait assez. Ce n'est jamais assez quand ils utilisent l'argent des autres.

Daniel Lacalle, docteur en économie et gestionnaire de fonds, est l'auteur des livres à succès *Liberté ou égalité* (2020), *Échapper au piège des banques centrales* (2017), *Le monde de l'énergie est plat* (2015) et *La vie sur les marchés financiers* (2014). Il est professeur d'économie mondiale à l'IE Business School de Madrid.

▲ RETOUR ▲

.La croissance de la masse monétaire en février a atteint un nouveau sommet historique.

Ryan McMaken 30/03/2021 Mises.org



En février, la croissance de la masse monétaire a atteint un nouveau record historique. L'envolée de la croissance de la masse monétaire en février fait de ce mois le onzième mois consécutif de croissance remarquablement élevée, et intervient dans le sillage d'un assouplissement quantitatif sans précédent, d'achats d'actifs par les banques centrales et de divers programmes de relance.

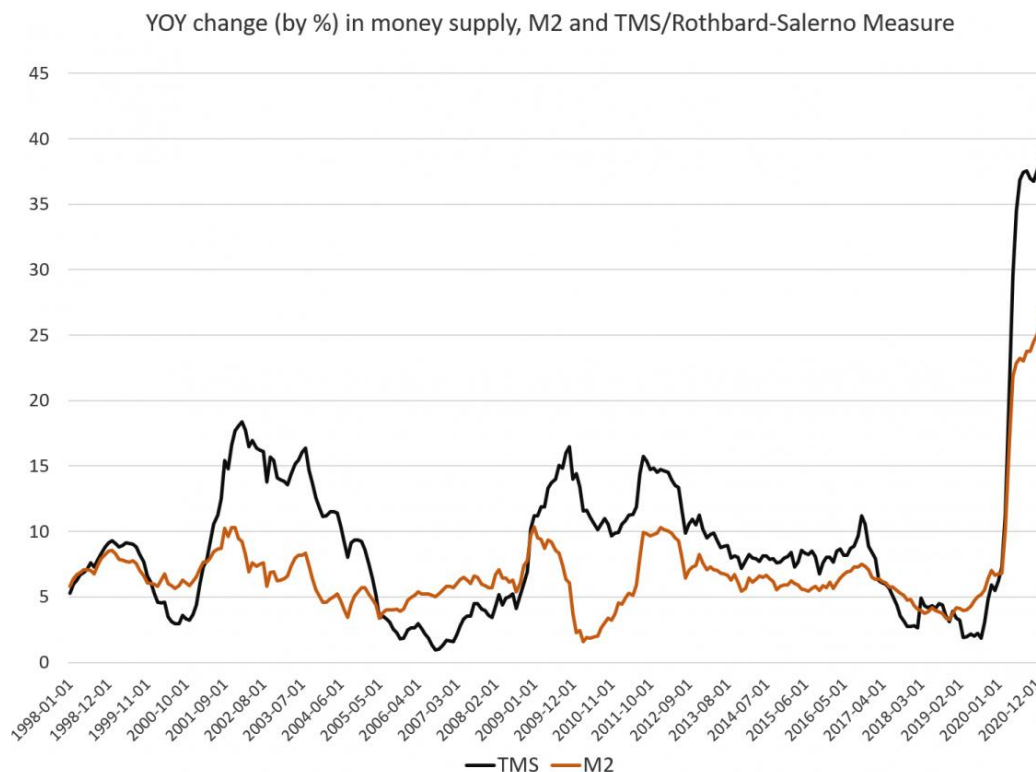
En février 2021, la croissance de la masse monétaire d'une année sur l'autre était de 39,1 %. Il s'agit d'une légère augmentation par rapport au taux de 38,7 % enregistré en janvier, et d'une hausse par rapport au taux de 7,3 % enregistré en février 2020. Historiquement, il s'agit d'une très forte augmentation de la croissance d'une année sur l'autre. Il s'agit également d'un revirement par rapport à la tendance qui s'est tout juste terminée en août 2019, lorsque les taux de croissance ont presque atteint leur point le plus bas, autour de 2 %. En août 2019, le taux de croissance a atteint son plus bas niveau depuis 120 mois, tombant aux taux de croissance les plus bas que nous ayons vus depuis 2007.

Historiquement, le taux de croissance n'a jamais été plus élevé que ce que nous avons vu au cours des dix derniers mois, les années 1970 étant la seule période qui s'en approche.

Il est probable que la croissance se poursuive pour l'instant, car il semble que les États-Unis soient maintenant engagés depuis près d'un an dans une crise économique prolongée, avec environ 1 million de nouvelles

demandes d'allocations chômage chaque semaine de mars à la mi-septembre. Depuis, les demandes sont restées supérieures à 600 000 chaque semaine. En outre, plus de 3,8 millions de chômeurs perçoivent actuellement des allocations de chômage standard, et le nombre total de demandes d'allocations de chômage n'a pas réussi à revenir à des niveaux non récessionnistes, même un an après le début des mesures de blocage. Plus de sept millions de chômeurs supplémentaires perçoivent des "indemnités de chômage d'urgence en cas de pandémie" depuis le 27 février.

La banque centrale continue de déployer une grande variété d'efforts sans précédent pour "stimuler" l'économie et fournir des revenus aux chômeurs et des liquidités aux institutions financières. De plus, comme les revenus du gouvernement ont diminué, le Congrès s'est tourné vers des emprunts d'un montant sans précédent. Mais afin de maintenir les taux d'intérêt à un niveau bas, la Fed a acheté des milliers de milliards de dollars d'actifs, y compris de la dette publique. Cela a alimenté la nouvelle création monétaire.



La mesure de la masse monétaire utilisée ici - la "vraie" mesure de la masse monétaire ou mesure Rothbard-Salerno (TMS) - est la mesure développée par Murray Rothbard et Joseph Salerno, et est conçue pour fournir une meilleure mesure des fluctuations de la masse monétaire que M2. Le Mises Institute propose désormais des mises à jour régulières sur cette mesure et son évolution. Cette mesure de la masse monétaire diffère de M2 en ce qu'elle inclut les dépôts du Trésor auprès de la Fed (et exclut les dépôts à court terme, les chèques de voyage et les fonds monétaires de détail).

Comme pour la mesure TMS, le taux de croissance de M2 a atteint de nouveaux sommets historiques en février 2021, avec une croissance de 27,0 pour cent par rapport au taux de croissance de 25,9 pour cent en janvier. M2 a augmenté de 6,8 % en février de l'année dernière.

La croissance de la masse monétaire peut souvent être une mesure utile de l'activité économique et un indicateur des récessions à venir. En période d'essor économique, la masse monétaire a tendance à augmenter rapidement, les banques commerciales accordant davantage de prêts. Les récessions, en revanche, sont généralement précédées de périodes de ralentissement de la croissance de la masse monétaire. Cependant, la croissance de la masse monétaire tend à sortir de son creux de croissance bien avant le début de la récession. À l'approche de la récession, le taux de croissance de TMS augmente généralement et devient plus important que le taux de

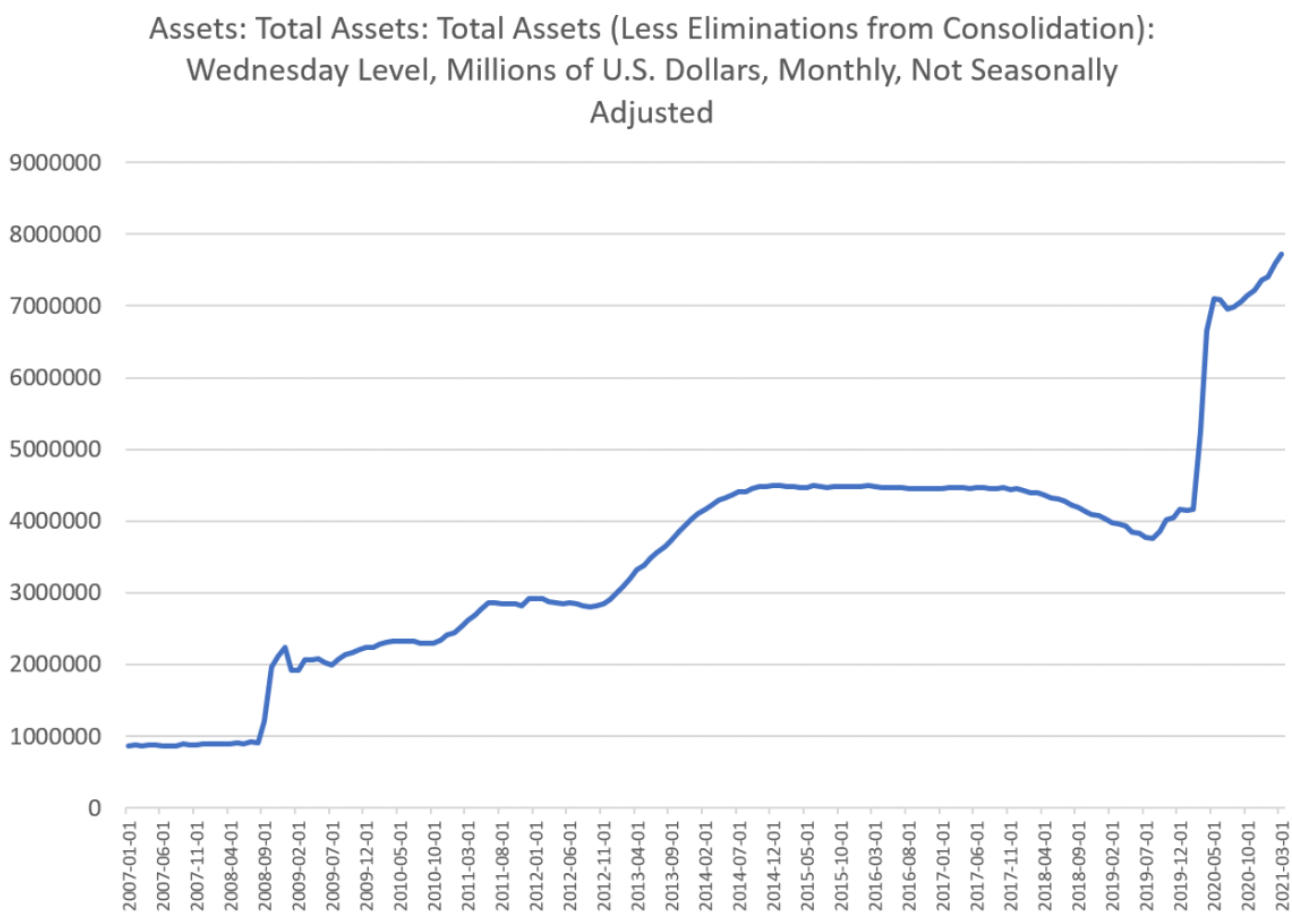
croissance de M2. C'est ce qui s'est produit dans les premiers mois des crises de 2002 et de 2009. Un schéma similaire est apparu avant la récession de 2020, suggérant que les États-Unis se dirigeaient vers une récession avant même les arrêts de production.

La question est maintenant de savoir combien de temps la récession actuelle va durer. Les deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2020 ont tous montré une croissance négative du PIB réel. Le PIB réel a baissé de 9 %, en glissement annuel, au cours du deuxième trimestre, et de 2,4 %, en glissement annuel, au cours du quatrième trimestre.

[Lire la suite : "La reprise en V n'a jamais eu lieu" par Ryan McMaken].

L'un des principaux moteurs de la croissance de la masse monétaire a été la croissance du bilan de la Fed. Après une première croissance du bilan à la fin de 2019, le total des actifs de la Fed a bondi à près de 7 200 milliards de dollars en juin et a rarement plongé sous la barre des 7 000 milliards de dollars depuis lors. En février, le total des actifs a atteint un nouveau sommet historique de plus de 7 500 milliards de dollars. Ces nouveaux achats d'actifs propulsent le bilan de la Fed bien au-delà de ce qui a été observé pendant les mesures de relance de la Grande Récession. Les actifs de la Fed ont maintenant augmenté de plus de 600 % par rapport à la période précédant immédiatement la crise financière de 2008.

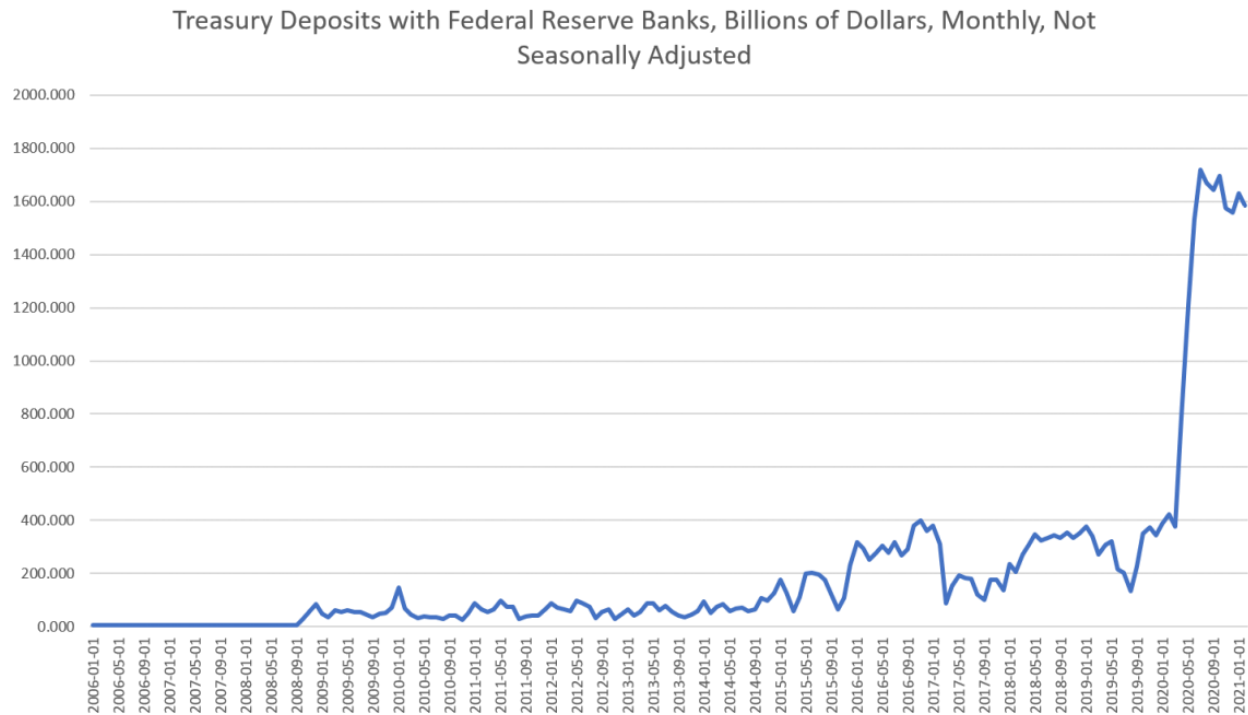
Bien que les achats d'actifs de la Fed ne soient pas les seuls responsables de l'augmentation de la création de monnaie, ils constituent certainement un facteur important. L'activité de prêt des banques a également augmenté, ce qui a également contribué à la création d'argent frais. Total des actifs de la Fed, en remontant jusqu'en 2007 :



Il convient également de noter l'augmentation constante des dépôts du Trésor auprès de la Fed, qui alimente

également en partie la croissance de la masse monétaire. La raison pour laquelle ce montant a tant augmenté et pourquoi le Trésor a décidé de garder une telle quantité d'argent à la Fed fait l'objet d'un débat. La Fed y a certainement contribué en achetant des obligations sur le marché secondaire. Dans tous les cas, ces dépôts sont comptés comme faisant partie de la masse monétaire selon le calcul de la masse monétaire de Rothbard-Salerno. Ces dollars ne sont pas de la monnaie selon M2, mais bien sûr ces dépôts devraient être comptés comme de la monnaie. En effet, les récents plans de relance ont clairement montré que le gouvernement fédéral pouvait en fait dépenser des centaines de milliards de dollars en peu de temps par le biais de divers renflouements, chèques de relance et autres mesures. En d'autres termes, ces dépôts sont très liquides.

Il se peut que le Trésor garde des dollars sous la main en prévision de la prochaine vague de dépenses.



▲ RETOUR ▲

.Comment la bulle est devenue universelle

rédigé par [Daniel Lacalle](#) 31 mars 2021



Les dirigeants économiques, politiques et monétaires s'obstinent à livrer une analyse erronée de l'origine des crises – et y appliquent donc les mauvais remèdes, depuis des décennies. Dans ces conditions, comment imaginer que la situation s'améliore ?

D'après l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), chaque période de reprise de l'économie mondiale depuis 1975 a été systématiquement plus lente et plus anémique que la précédente. Les reprises économiques prennent plus de temps et se produisent plus lentement.

Dans le même temps, les périodes de crise sont moins violentes bien que plus fréquentes qu'avant 1975. Un autre élément intéressant au sujet des crises et périodes de reprise économique qui se sont produites depuis 1975 est que quasiment toutes les économies supportent à la fin de la phase de récession une dette encore plus lourde qu'au départ de la crise.

La dette mondiale a atteint des sommets sans précédent, dépassant trois fois le Produit intérieur brut (PIB) mondial. Pour que l'économie se redresse véritablement, nous devons cesser cette course aux incitations perverses qui résulte d'une analyse erronée de l'origine des crises et des solutions souvent proposées par les politiciens et économistes qui défendent la pensée dominante.

Je rejoins l'auteur Johan Norberg sur le fait que le marché libre et l'ouverture constituent les deux principaux facteurs à l'origine des progrès phénoménaux que nous avons observés. La liberté d'innover, d'expérimenter, de créer et de partager doit s'accompagner des bonnes incitations.

Or pendant des décennies, cela n'a pas été le cas...

Les gouvernements et les banques centrales ont systématiquement expliqué les problèmes économiques rencontrés par une insuffisance de demande, même lorsque c'était faux.

Accusations sans preuves

Chaque fois qu'une crise ou une récession est survenue, les gouvernements en ont immédiatement conclu que cela devait être la conséquence d'une insuffisance de demande et que le secteur privé était incapable d'assurer un niveau de demande suffisant pour les besoins réels de l'économie. Cela même lorsqu'il n'y avait aucune véritable preuve que les entreprises ou les citoyens investissaient ou consommaient moins que ce dont ils avaient réellement besoin.

Cette théorie était entièrement basée sur l'hypothèse d'après laquelle les entreprises n'investissaient pas « suffisamment ». Par rapport à quoi et d'après qui ? D'après les planificateurs centraux qui profitent des bulles et des surcapacités mais n'en subissent jamais les conséquences, bien entendu.

Les gouvernements et les banques centrales sont incapables de percevoir les risques liés à une situation de surcapacité de production et encore moins de prédire les bulles. Pourquoi ? Parce que la plupart des planificateurs centraux voient la dette, les surcapacités et les bulles comme des dommages collatéraux sans importance par rapport à leur objectif primordial : relancer la croissance à n'importe quel prix.

Derrière cette erreur de diagnostic se cache l'obsession de maintenir ou de faire croître le PIB à tout prix, quelle que soit la qualité de ses composantes. **Le PIB est un indicateur relativement facile à gonfler.**

J'explique toujours à mes étudiants que le PIB est le seul indicateur économique qui est calculé en ajoutant ce que vous dépensez à ce que vous gagnez. Le PIB peut être gonflé au travers des dépenses publiques et à l'aide d'une augmentation des dépenses de consommation alimentées par la dette.

Quand la dette n'est pas un problème

La dette n'est pas un problème lorsqu'elle remplit sa fonction première, c'est-à-dire financer des investissements productifs et ainsi aider l'économie à croître, tandis que l'innovation et la technologie nous permettent d'être plus productifs et de disposer d'une grande quantité de biens et de services de meilleure qualité à des prix plus abordables. C'est un cycle vertueux.

Mais ce cercle vertueux du crédit se transforme en un cercle vicieux d'endettement improductif lorsque nous encourageons de mauvais investissements et empêchons le phénomène de substitution technologique en mettant en œuvre des plans de relance massifs par la dépense publique et des injections de liquidités.

Les banques centrales justifient leurs actions en affirmant qu'elles ne sont pas responsables de la réduction des taux d'intérêt, qu'il s'agit d'un phénomène de marché et que la baisse des taux reflète la demande du secteur privé.

Vraiment ? De quelle manière et à quel moment ont-ils réalisé un sondage sur ce sujet ? De quel secteur privé parlent-ils ? Des entreprises obsolescentes ou qui profitent de leurs relations privilégiées avec les autorités ? De celles qui sont déjà lourdement endettées ?

De plus, si les taux bas et les injections de liquidités sont une demande du marché, pourquoi ne pas laisser le marché fixer le niveau des taux et des liquidités disponibles à la place des banques centrales ?

Des questions auxquelles nous tenterons de répondre demain...

▲ RETOUR ▲

.Bourse : le krach viendra-t-il des impôts ?

rédigé par [Bruno Bertez](#) 31 mars 2021

Le système nage dans l'argent... mais n'est pas profitable : cela pose aussi des problèmes en termes de recettes fiscales – des problèmes dont l'issue pourrait être fatale pour les marchés actions.



Il y encore beaucoup de gens qui doutent de la validité de mon cadre analytique – il est fondé sur la conviction que le problème du système, c'est en même temps trop de capital et pas assez de profit pour le rentabiliser.

C'est normal puisque le système ne reconnaît pas qu'il est fondé sur le profit et l'accumulation ; il fait tout pour le cacher. Le système refuse d'être ce qu'il est.

L'insuffisance du taux de profitabilité du capital est [le grand secret](#), et il est contre-intuitif puisque tout ce que l'on voit, c'est la tentative désespérée des firmes et des gouvernements pour maximiser les profits.

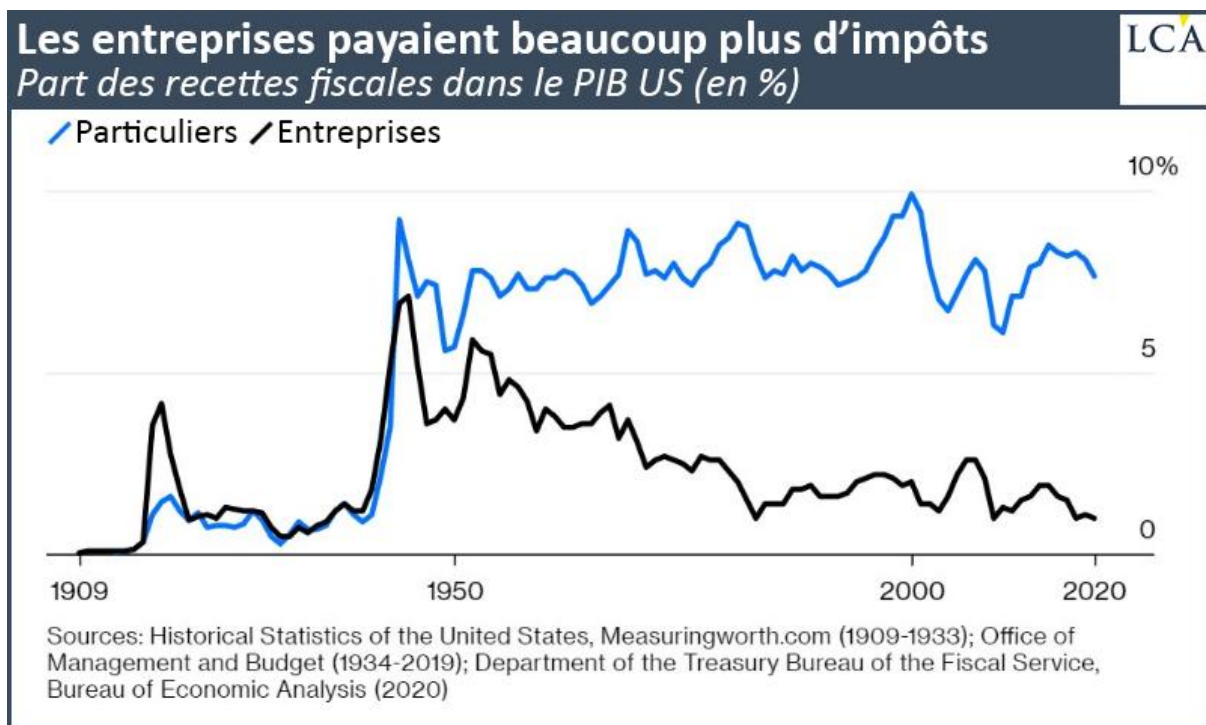
Ce que l'on ne voit pas, en revanche, c'est que précisément cette tentative est une affirmation de la justesse de mon hypothèse : si on est obligé de toujours augmenter les profits... c'est parce qu'ils sont insuffisants !

On prouve l'insuffisance de la profitabilité et donc sa problématique en remarquant que les moyens utilisés pour remonter la profitabilité sont :

- la pression sur les salaires, elle dure depuis 30 ans ;
- la hausse des prix quand la concurrence le permet ;
- la baisse continue des frais financiers et du coût du crédit ;
- la baisse continue des impôts sur le capital.

Un phénomène mondial

Le graphique ci-dessous illustre la baisse continue des impôts sur les sociétés et le report de la fiscalité sur les ménages. Il concerne les Etats-Unis, mais le phénomène est mondial.



Contrairement aux recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers aux Etats-Unis, qui sont à peu près constantes depuis plus de 70 ans, les recettes de l'impôt sur les sociétés américaines ont chuté de façon constante au fil du temps pour atteindre 1% du PIB américain.

A un moment où l'accent est mis sur la réduction des inégalités et où la relance budgétaire vise à stimuler l'économie réelle, cela semble politiquement insoutenable.

Ce qui est intéressant pour les marchés, bien sûr, c'est ce qui arrive aux cours des actions quand les impôts sur les sociétés sont augmentés, comme le gouvernement Biden envisage de le faire.

En 2016, lorsque Trump a remporté la présidence américaine, ses projets de [réduction de l'impôt sur les sociétés](#) ont été accueillis favorablement par une hausse massive.

Verrons-nous le contraire se produire ?

[▲ RETOUR ▲](#)

.Quand la société recule

Bill Bonner | Mars 30, 2021 | Journal de Bill Bonner



YOUGHAL, IRLANDE - Cela devait ressembler à ça dans l'Europe du 7ème siècle. En grande partie désertée. Couvert de végétation. Les ruines d'une civilisation antérieure... couvertes de vignes et d'arbres.

Nous errons dans nos propres bois... et explorons le déclin de la civilisation.

Qu'est-ce qui fait qu'elle marche à reculons ? Comment les gens oublient-ils comment faire les choses... ou perdent-ils la trace de ce qui les a rendus prospères et libres ? Pourquoi le progrès fait-il marche arrière ?

Chaque jour, ici au Journal, nous voyons le pain et les cirques - des milliers de milliards de dollars de richesse réelle (achetés avec des jetons "dollar" bidons) dilapidés - 5 000 milliards de dollars au cours des 12 derniers mois... et plus encore à venir.

Nous voyons aussi comment la fausse monnaie - comme les faux panneaux de signalisation - envoie les gens dans de mauvaises directions.

Les investisseurs parient sur des entreprises qui perdent de l'argent. Le gouvernement jette des trillions sur des illusions, des gâchis et des achats de votes. Les ménages cessent d'épargner. Les entreprises cessent d'essayer de créer de la richesse réelle dans la rue principale et se lancent dans la chasse aux profits rapides des SPAC, des crypto-monnaies et des NFT.

Tout le monde veut s'enrichir. Mais personne ne veut faire le dur labeur de construire une vraie richesse.

Bataille contre la nature

Financés par un puits apparemment inépuisable d'argent EZ, les Américains se vautrent dans des fantasmes qui doivent faire hurler de rire les dieux.

Ils pensent qu'ils peuvent emprunter pour se désendetter... et imprimer pour atteindre la prospérité.

Et s'ils peuvent créer de la fausse monnaie, pourquoi pas de fausses mathématiques ?

Hier, nous avons vu que les militants ciblent l'arithmétique comme étant "raciste" ou "patriarcale". Deux plus deux égalent quatre, disent-ils, parce que les mâles blancs morts le disent.

Mais au département d'anglais, la bataille contre la nature fait rage depuis des années.

"Everybody believes they can" est désormais correct, selon les grammairiens réveillés (pour éviter d'utiliser le

pronom masculin "he" pour désigner une personne de sexe inconnu ou sans importance).

Et de nouvelles "règles" apparaissent sans cesse. Jane Austen et Emily Brontë pouvaient écrire sur les "femmes". Mais plus maintenant. Voici Buzzfeed :

Lorsque vous faites référence à une femme en tant que femelle, vous ignorez le fait qu'elle est une femme humaine. Cela réduit une femme à ses parties et capacités reproductives.

De plus, toutes les femmes ne sont pas biologiquement des femmes, et l'amalgame entre "femme" et "femelle" efface les personnes non-conformes au genre et les membres de la communauté transgenre.

Et voici la dernière tendance de WND News :

L'université Rutgers a récemment déterminé que parler et écrire correctement l'anglais est - tout comme les mathématiques - totalement raciste. Le département d'anglais de l'école modifie ses normes de grammaire afin de "s'associer et de répondre" au mouvement Black Lives Matter et de mettre l'accent sur la "justice sociale" et la "grammaire critique" plutôt que sur des éléments sans importance comme l'orthographe et la grammaire correctes. Le département d'anglais propose même un stage intitulé "Décoloniser le centre d'écriture" pour rendre l'écriture "plus diversifiée sur le plan linguistique."

Qu'est-ce qui fait tomber un empire ? Ces futilités et ces vanités ? Ou les grandes questions - l'argent et la guerre ? Probablement les deux.

Observations sur l'inflation

Quand l'argent disparaît, tout disparaît.

Et maintenant... l'argent disparaît ! Voici **MarketWatch** :

Même maintenant, le marché immobilier est en feu, avec des prix en hausse dans le monde entier. "C'est une façon de dépenser qui peut également attirer une partie de ce surplus de main-d'œuvre", a déclaré [Manoj Pradhan, ancien directeur général de Morgan Stanley]. Mais la hausse des prix de l'immobilier n'apparaît pas dans les mesures officielles de l'inflation.

La Fed tente déjà de relever le défi des prochaines lectures de l'inflation qui, en mai et juin, pourraient montrer des gains de 3,5 % à 4 % en glissement annuel. "Je vous dirai que tout ce qui dépasse 3,5 %-4 % créera une rupture significative des corrélations [entre les actions et les obligations], car les gens n'ont pas vu d'inflation vraiment importante dans les économies avancées au cours des 30 dernières années", a-t-il déclaré.

"Le véritable défi viendra en 2022, lorsque de nombreuses dépenses auront été déployées dans les biens ou dans le logement, les agrégats monétaires seront encore élevés et la vitesse augmentera", a-t-il ajouté. Il s'attend à ce que la courbe des taux se pentifie davantage, et que si la Fed met en œuvre une autre opération Twist ou un contrôle de la courbe des taux, cela poussera l'inflation encore plus haut.

Autre sujet d'intérêt... Alors que l'inflation est en hausse, le nombre de spermatozoïdes est en baisse. USA Today a les détails :

Le nombre de spermatozoïdes chez les hommes en Amérique du Nord, en Europe, en Australie et en Nouvelle-Zélande a diminué de plus de 59 % entre 1973 et 2011, selon une méta-analyse que [Shanna] Swan a coécrite en 2017. Au rythme actuel, la moitié des hommes de ces pays n'auraient plus de spermatozoïdes d'ici 2045, tandis que de nombreux autres auraient un nombre très faible, a déclaré Swan à USA TODAY.

Hausse des prix. Chute du nombre de spermatozoïdes. Innumérisme. Analphabétisme. Dépenses excessives.

Guerres stupides. L'impression de l'argent. Claptrap. Une élite incompétente et avide ?

Que vous faut-il de plus ?

L'empire déchu

La vie collective humaine connaît des hauts et des bas.

En explorant notre propre ferme - en grande partie abandonnée - ici en Irlande, nous trouvons des traces d'ups datant de 200 ans. Certaines datent d'il y a 500 ans. Les structures en bois ont disparu depuis longtemps. Mais les pierres - murs et ponts - sont toujours là.

Mais maintenant, elles sont envahies par la végétation. Tombés en ruine. Oubliés. Perdus.

Que s'est-il passé ?

Un visiteur en Angleterre en 600 ou 700 après J.-C. a dû voir la même chose. Des villas en ruines. Des marchés couverts de vignes. Des routes négligées. La civilisation romaine était kaput.

Les deux observateurs de l'époque romaine, Polybe et Plutarque, ont noté que le taux de natalité avait chuté, d'abord dans les classes supérieures, puis dans les classes inférieures. Nous ne savons pas si cela était vrai ou non.

Mais nous savons que Rome s'est ruinée, sa monnaie étant si dévaluée que les soldats refusaient de l'accepter en paiement de leur salaire. Le gouvernement lui-même exigeait le paiement des impôts en or ou en argent.

Le fardeau fiscal était si lourd, alors que le gouvernement essayait de faire face à ses dépenses, que les fermiers abandonnaient parfois leurs terres et se vendaient eux-mêmes et leurs familles comme esclaves.

Se débrouiller seul

À partir de là, les choses ont empiré. Débordée, en proie à des guerres civiles quasi constantes, Rome est envahie par les Barbares aux IV^e et V^e siècles.

Le commerce s'arrête. Les artisans qualifiés sont retournés travailler la terre. Plus d'aqueducs. Plus de routes "romaines". Plus de marchandises de haute qualité, arrivant des quatre coins de l'Empire. L'Empire était fini.

À la fin des années 300, tandis que les Romains s'efforçaient de maintenir les Vandales, les Wisigoths, les Suèves et les Alains au-delà du Rhin, la Britannia romanisée devait faire face à ses propres barbares - des tribus de Pictes, de Scots et de Saxons.

Puis, vers 400, les dernières troupes romaines ont été rappelées pour défendre Rome elle-même. Les Barbares ont donc intensifié leurs raids. Et en 410, les dirigeants de Britannia ont supplié Rome de renvoyer les troupes.

"Vous êtes seuls", a répondu l'empereur Honorius.

La fin d'une époque

Peu de temps après, la domination romaine en Grande-Bretagne a pris fin (l'Irlande n'a jamais été colonisée par les Romains). Il en va de même pour l'économie romaine, avec ses biens de consommation, son argent, ses compétences et ses technologies, ses marchés et ses entreprises commerciales, ainsi que son confort.

Pendant une période d'environ 300 ans, la maçonnerie de pierre a disparu d'Angleterre. Pendant la période de la domination romaine, il y avait des milliers d'artisans qualifiés, qui savaient comment extraire la pierre... comment brûler la chaux pour faire du mortier... et comment couper et ajuster les pierres ensemble pour faire de belles villas.

Ils savaient comment construire une maison avec des mosaïques au sol et un chauffage central en dessous - et un toit en tuiles d'argile.

Mais au 6e siècle, ils ont oublié. Et au 7e siècle, il n'y avait peut-être pas une seule personne dans toute la Grande-Bretagne qui savait comment faire un mortier de chaux. Ou "tourner" un pot.

Il n'y avait plus d'importations de la Méditerranée - vin, huile d'olive, vaisselle, bijoux, épices, blé. Il n'y avait pas non plus de marché pour les acheter... ni d'argent pour les acheter. Les monnaies ont fermé. La seule monnaie encore en circulation avait été frappée avant l'effondrement de l'Empire romain.

Les gens fabriquaient encore des pots et des bols en terre, mais ils étaient rudimentaires ; les potiers avaient oublié comment fabriquer un tour de poterie et comment obtenir l'argile fine dont ils avaient besoin.

Les techniques, les outils et l'organisation de l'agriculture ont également subi un coup dur, peut-être parce que les invasions barbares ont fait tant de victimes. Les récoltes sont volées ou détruites. Les granges sont brûlées. Les vaches, les porcs, les chevaux et les poulets sont enlevés ou abattus. Les champs, les pâturages, les domaines, les fermes et les jardins sont "retournés à la nature".

La vie gracieuse et ordonnée de l'époque romaine - avec l'eau chaude et froide courante, les cours et les fresques - disparaît à jamais.

À sa place, il y avait de rudes huttes en bois avec des sols en terre battue. Les livres, les essais, les idées et les histoires ont également disparu.

L'abbaye abandonnée

Aujourd'hui, il reste environ 1 200 ouvrages écrits de la période classique - la Grèce et la Rome antiques. Il y en a aussi de l'"âge des ténèbres", mais ils sont peu nombreux et surtout des textes religieux. Pas d'Euclide. Pas d'Aristote. Pas de Plutarque ou de Pline.

Beaucoup de ces vieux ouvrages "classiques" ont survécu à l'"âge des ténèbres" uniquement parce qu'ils étaient cachés dans des monastères... avaient été traduits en arabe... ou copiés par des moines, qui n'avaient peut-être aucune idée de ce qu'ils copiaient.

L'un de ces monastères, le long de la rivière Blackwater, juste en bas de la colline où nous nous trouvons, s'appelait Molana.



Abbaye de Molana (Source : Geograph.ie)

Elle a été fondée en 510, mais les ruines que nous y voyons maintenant ont été construites par Raymond Le Gros (Fat Raymond), l'un des conquérants normands du 12ème siècle. Raymond était un lieutenant du chef normand Richard de Clare, également connu sous le nom de Strongbow.

On pense également qu'il est le bâtisseur du château situé de l'autre côté de la route de notre pavillon. Le travail de la pierre ici - ainsi que son échelle - est différent de celui de la plupart des bâtiments et des murs que vous voyez en Irlande. Il est plus ancien. Plus grands. Les murs sont plus épais et plus hauts, aussi.

Les murs du château sont toujours là... brisés à certains endroits, tordus à d'autres. Ils évoquent, eux aussi, le bon et le mauvais côté des choses.

Protection contre l'ennemi

Il a dû falloir une armée de maçons - ou d'esclaves - pour les assembler. Peut-être que, lorsque les derniers raiders vikings ont remonté la rivière, les habitants se sont réfugiés derrière les murs du château. Ou peut-être les ont-ils utilisés pour se protéger des Anglais, qui les ont envahis plus tard.

Ou les uns des autres, car les Irlandais se querellaient sans cesse - les O'Brien contre les O'Donnell contre les O'Tooles contre les McMahan... contre les McSweeneys... contre les McCravashys et les Sheehan... et ainsi de suite.

Il y a eu des hauts et des bas pour eux aussi. C'est étonnant qu'ils aient tous survécu.

A suivre...

▲ RETOUR ▲